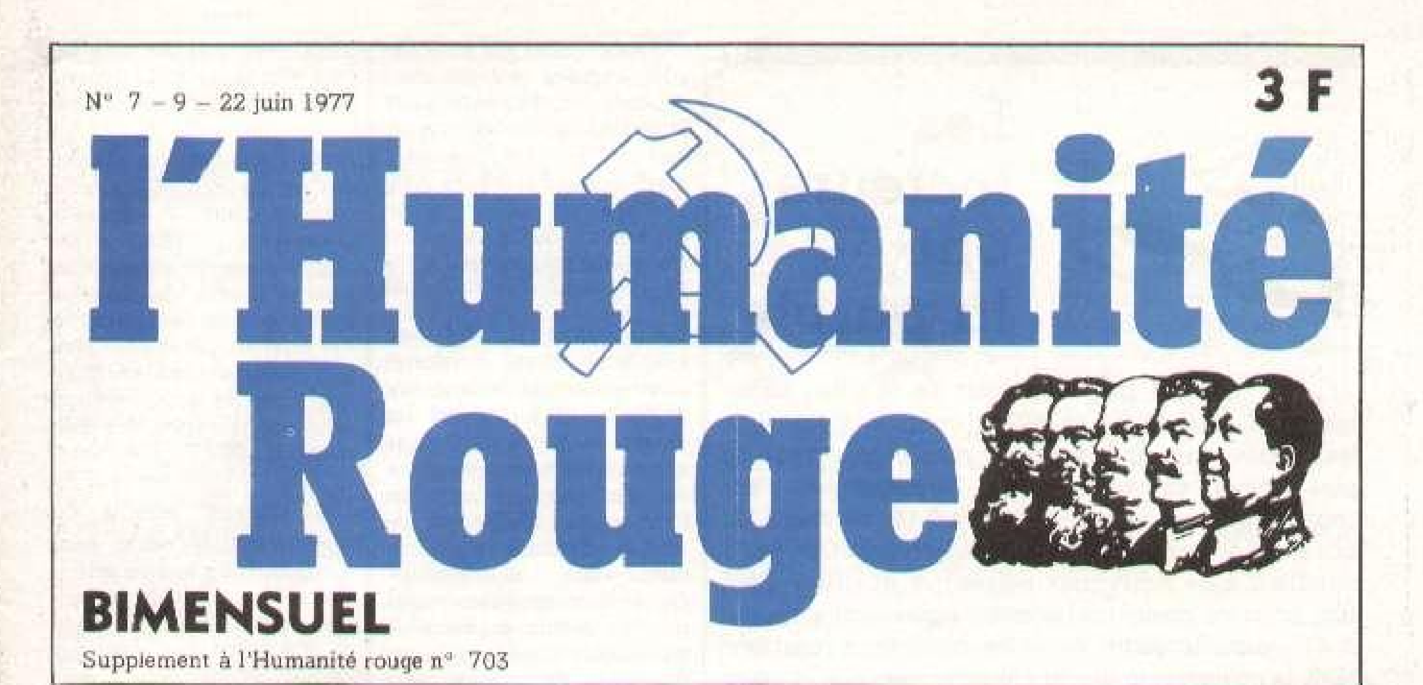
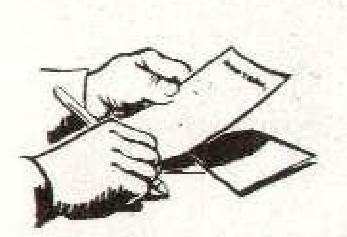

N° 7 – 9 – 22 juin 1977
3 F
l'Humanité Rouge
BIMENSUEL
Supplément à l'Humanité rouge n° 703

Détente = Mensonge

DEHORS BREJNEV !



Les lecteurs ont la parole

Le courrier reçu s'enrichit de semaine en semaine et c'est là un excellent signe. D'autant que les lettres sont plus denses : elles comportent de plus en plus de contributions, de témoignages sur tous les aspects quotidiens de la lutte de classe, de notes de lectures. Nous ne répéterons jamais assez combien elles nous sont précieuses et utiles. Bien sûr, nous ne pourrons les citer toutes — et y répondre — dans le cadre de cette chronique régulière. Mais la progression de cet échange avec nos lecteurs est essentielle. L'importance que nous lui donnons se traduit dès maintenant par l'augmentation de la place que nous lui réservons dans nos colonnes.

Un groupe de lecteurs de la région parisienne estime que *«le bimensuel est une réussite, tant sur le plan de la forme que du contenu»* mais porte cependant une critique : *«Par rapport à l'ensemble des reportages, interviews et articles importants, trop peu traitent de la classe ouvrière et de ses luttes»*. Il souhaite donc que l'on mette plus à contribution les correspondants et les lecteurs. Dont acte !...

Des travailleurs de l'hôpital de Pontoise ont bien sûr été intéressés par l'article sur Corentin Celton mais regrettent qu'ait été négligé l'historique de la section syndicale CFDT *«notamment, comment une section de lutte de classe a pu voir le jour. Comment s'est fait la lutte contre les trotskistes et contre les révisionnistes, etc.»* Une brochure est en préparation qui répondra à cette attente.

Mais ces amis ne se contentent pas de critiquer et apportent leur propre témoignage :

«A l'hôpital de Pontoise, le service de gériatrie, nouvellement construit, présente extérieurement un certain «confort» pour les vieillards : un grand hall luxueux, un salon tout aussi luxueux, mais fermé à clé et réservé en fait aux réceptions des médecins... Derrière le vernis de l'immeuble moderne, on assiste au délabrement de ces «vieux». Cette détérioration n'est pas due, comme voudraient le faire croire certains médecins, qu'à leur état de vieillissement général : c'est en fait une volonté délibérée de l'administration. Qu'on en juge : un médecin et un interne pour un service d'environ 60 malades ; de plus, ce médecin ne passe qu'une fois par jour (et encore !). En ce qui concerne le personnel soignant, c'est pire vu le nombre de soins qui doivent être prodigués auprès des personnes âgées : 4 infirmières et 6 aides-soignantes... La rééducation qui est importante pour le service (vu le grand nombre de paralysés) est peu efficace : un kiné le matin pour une vingtaine de malades... Ce qui fait que certains malades sont mobilisés en tout et pour tout une demi-heure par jour. De plus, certains malades sont déclarés incontinents pour le restant de leur vie : on les met en couches avec des draps comme les bambins...

Telle est notre petite expérience de «l'humanisation» des hôpitaux à la Simone Veil».

Un lecteur de Rennes a lu le livre de J. Boissonat «Les socialistes parlent aux patrons». Il y a relevé les éloges de Mitterrand pour «l'intelligence et l'énergie» des hommes qui ont fait Paribas ou PUK, les garanties données par Rocard aux actionnaires. Quant aux syndicats, comme le traduit crûment J. Boissonnat dans son introduction «G. Séguy sera appelé à «jouer les chiens de garde» et E. Maire à «contrôler ses troupes», car «un contrat est un contrat».

De toute façon, si «un gouvernement de gauche aurait plus de capacité qu'un gouvernement de droite», «l'occupation d'usine ou la prise à partie de l'encadrement n'est jamais acceptable». Les citations de ce genre abondent et font du livre «un outil pour dénoncer le Programme commun».

En l'absence d'un recueil de perles du PCF, notre correspondant conseille «l'excellent livre de Miklos Haraszti «Salaire aux pièces» (Seuil) qui dénonce avec précision l'exploitation des ouvriers par la bourgeoisie «communiste» de Hongrie dans les usines d'État, celles dont rêvent les dirigeants du PCF».

Un lecteur assidu de Meurthe-et-Moselle nous a adressé une longue lettre. Faisant le point de sa propre évolution (il a milité au MRJC) et la situant par rapport au mouvement marxiste-léniniste en France, il y aborde une série de questions qui ferait à elle seule un très riche sommaire. Qu'on en juge : question de Staline, religion et marxisme, minorités nationales, Parlement européen, unification des marxistes-léninistes...

Merci de nous aider ainsi à bâtir nos prochains numéros.



POUR CORRESPONDRE PAR TÉLÉPHONE : 202 18 29

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL

Journal des communistes marxistes-léninistes de France

Dans ce numéro

Editorial

Intérieur

International

La France des luttes

Informations générales

Culturel

LA POLITIQUE INTERNATIONALE DE LA BOURGEOISIE FRANÇAISE



Cette politique présente deux aspects contradictoires qui découlent de l'appartenance de la France au second monde (pages 6 et 7).

ISRAEL, BEGIN AU POUVOIR



Le champion du terrorisme prend le pouvoir, mais Israël demeure l'État expansionniste, raciste et illégitime qu'il a toujours été (pages 14 et 15).

LES PETITS PRODUCTEURS DE FRUITS SONT A BOUT



Ce reportage met à nu les mécanismes qui enrichissent le gros négoce et appauvrisent les petits producteurs de fruits. (pages 22 et 23).

L'Humanité rouge
BP 61
75861 Paris cedex 18
CCP : 30 226 72 La Source
Commission paritaire n% 57952

Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef* : Henri Jour. *Rédacteurs* : Michel Bataille, Annie Brunel, Léon Cladel, André Colère, Jacques Duroc, Joël Fabien, Serge Laforge, Guy Le Breton, Philippe Leclerq, Évelyne Le Guen, Fernand Lenoir, Jean Nestor, Lucien Nouveau. *Secrétaire de rédaction* : Claude Liria. *Maquette et illustration* : Alexis Vert et Jean Luc Boyer. *Dessinateurs* : Silvestre et Lucha. *Administration* : Arthur Lepuy, Henri Bernard. *Imprimerie La nouvelle*. Directrice de publication : Suzanne Marty.

Le parlement européen à l'ordre du jour

Dans quelques semaines, la question de l'union européenne, et plus précisément du Parlement européen, va à nouveau tenir la «Une» des journaux : c'est alors, en effet, qu'aura lieu la vote au Parlement français sur la ratification du projet d'élection au suffrage universel du «Parlement européen» dès 1978.

En Italie, le processus est déjà achevé, et de l'avis unanime la ratification du projet en Grande-Bretagne, en Allemagne, en Belgique, au Danemark, au Luxembourg, en Irlande et aux Pays-Bas ne pose aucun problème.

Les partis bourgeois divisés

Ainsi, des affrontements entre les partis bourgeois français dépend en grande partie l'avancée de l'unification politique de l'Europe des Neuf. Gaullistes du RPR de Chirac et révisionnistes du groupe Marchais freinent tant qu'ils peuvent, multipliant les embûches et les réserves. Giscard a mal caché son inquiétude à ce sujet ; il a affirmé, pour rassurer les autres chefs capitalistes de l'Europe de l'Ouest : « *Je crois qu'au Parlement français, après que des explications auront été données, dans un esprit de persuasion, nous pouvons avoir une large majorité*».

Mais il a dû en même temps mettre de l'eau dans son vin et multiplier les promesses quant aux pouvoirs limités du Parlement de Strasbourg. Et il a fallu l'insistance de ses partenaires européens pour qu'il cesse de s'opposer à la présence de la Communauté européenne au sommet des principales puissances industrielles en mai dernier à Londres.

Mais pourquoi le Parlement européen pose-t-il tant de problèmes aux partis politiques bourgeois en France ?

Un petit retour en arrière est nécessaire pour expliquer l'importance de l'enjeu.

L'histoire de la CEE

C'est le 25 mars 1957 à Rome que les ministres des 6 pays capitalistes d'Europe de l'Ouest (Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas) signaient les traités instituant la Communauté économique européenne (CEE) et la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom). La CEE créait un marché commun, une vaste zone économique commune immédiatement mise à profit par les grands monopoles pour se développer à une échelle concurrentielle avec les monopoles américains : le début de la disparition des barrières douanières entre les «Six» à partir du 1er janvier 1959 et une baisse de 10 % des tarifs à l'intérieur du Marché commun va leur créer des conditions favorables dans cette entreprise. Rapidement, les États-Unis, d'abord favorables à la CEE dont ils croyaient profiter les premiers, s'inquiètent et Kennedy pousse fortement la Grande-Bretagne à demander, en 1961, son adhésion au Marché commun : la Grande-Bretagne largement dominée par le capital monopoliste américain aurait alors joué le rôle de Cheval de Troie, ou si l'on veut, d'un homme de paille des monopoles US.



Debré, le fanatique de l'opposition au Parlement européen. Rien à voir avec un souci d'indépendance nationale.

Chef de file des monopoles français, De Gaulle fera obstacle en 1963 à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. En même temps, une nouvelle baisse des droits de douane intervient entre les «Six», favorisant les capitalistes de ces pays, une politique agricole commune est mise en place : elle instaure «le principe de la préférence communautaire» et taxe lourdement les produits agricoles importés de l'extérieur ce qui provoquera la colère des États-Unis, enfin en signant à Yaoundé toujours en 1963 «une convention avec des pays d'outre mer» l'Europe entreprend sa propre politique néo-colonialiste dans le tiers monde.

Enfin, le 1er juillet 1968, le Conseil des ministres européens instaure l'union douanière : l'Europe économique des «Six» est dès lors une unité.

Faiblesses et politique

La seconde étape de la construction européenne va commencer : forte économiquement, l'Europe monopoliste des «Six» reste faible politiquement. Si elle peut en 1972 absorber sans dommage la Grande-Bretagne, et s'ajouter le Danemark et l'Irlande, par contre deux évènements vont lui montrer ses faiblesses : le premier, c'est la crise monétaire internationale en grande partie provoquée par la domination sans partage du dollar américain, crise qui bat son plein dès février 1973. Le second évènement est politique, c'est la guerre d'Octobre 1973 au Moyen-Orient et ses conséquences : l'Europe capitaliste des «Neuf», directement concernée économiquement est, sans influence politique, condamnée à subir les effets de la politique des superpuissances.

L'Unité européenne

Dès lors, l'Europe monétaire avec une monnaie unique et surtout l'Europe politique vont etre les questions cruciales : le premier ministre belge Tindemans est chargé, fin 1974, de présenter un rapport sur les moyens

(Suite p. 8)

DEHORS BREJNEV, le nouvel Hitler !

La politique d'agression et d'expansion du social-impérialisme russe vient de subir un nouvel échec en Afrique. Après avoir été l'instigateur de la mise sur pied d'une bande de mercenaires, baptisée FNLC (Front national de libération du Congo), Moscou, par Cubains interposés, l'a lancée dans une spectaculaire tentative d'invasion du Zaïre (ex-Congo belge), mais n'a rien pu faire pour en empêcher la déroute et l'échec tout aussi spectaculaires.

Il est difficile de faire passer pour des patriotes et des révolutionnaires des hommes de main du colonialisme belge puis portugais en Angola contre les peuples zaïrois et angolais ; et la quasi-totalité des peuples et gouvernements d'Afrique n'ont pas été dupes de la manœuvre typiquement impérialiste malgré les efforts diplomatiques déployés par Podgorny et Castro, malgré les efforts de la presse liée aux intérêts de Moscou pour peindre en rouge un acte d'agression caractérisé contre un pays indépendant.

10 ans après l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes de l'URSS et du Pacte de Varsovie pour réprimer la volonté d'indépendance nationale du peuple, 3 ans après l'expédition de 15 000 soldats cubains en Angola, la véritable nature impérialiste de l'URSS d'aujourd'hui est chaque jour davantage mise à nue et dépouillée de son masque pseudo-anti-impérialiste.

Profitant du discrédit et de la haine des peuples contre l'impérialisme américain, renforcé par la victoire des guerres de libération au Vietnam, Cambodge et Laos, Brejnev et sa clique cherchent à tromper, à s'ingérer dans les affaires intérieures des autres pays et à conquérir de nouvelles zones d'influence et bases militaires au nom de la lutte anti-USA. Son échec et sa défaite surviendront inévitablement comme les USA ont échoué dans leur politique d'agression au nom de la défense du «monde libre».

Cependant, les échecs et les revers actuels ne suffiront pas à décourager l'URSS dans son ambition insensée de domination mondiale et à atténuer la rivalité acharnée que se livrent les deux superpuissances. Les pires ennemis de tous les peuples du monde, que sont aujourd'hui l'URSS et les USA, ne changeront pas de nature et iront jusqu'à provoquer une troisième guerre mondiale. Seul leur écrasement ramènera la paix et la tranquillité sur la terre.

Se préparer au pire, c'est-à-dire à une troisième guerre mondiale déclenchée par les superpuissances, c'est la seule position réaliste et révolutionnaire conséquente aujourd'hui. La douloureuse expérience de la deuxième guerre mondiale nous a appris que la sous-estimation, les illusions et le laisser-faire à l'égard de l'Allemagne nazie et de ses préparatifs d'agression ont coûté très cher aux peuples.

Par la féroce dictature fasciste qui règne en URSS, par son gigantesque effort de militarisation, par ses paroles mielleuses sur la détente et la paix, par son engagement militaire sur toute la surface du globe, l'URSS ressemble fort à l'Allemagne hitlérienne des années 30.

C'est dès aujourd'hui qu'il faut par tous les moyens, dans tous les domaines, combattre cette menace pour la paix et la sécurité dans le monde, qu'il faut soutenir activement tous les peuples et forces diverses qui résistent à l'agression et à la subversion russes, dénoncer et rejeter comme des pièges les prétendues conférences sur la détente et le désarmement (rappelez-vous Munich en 1938). C'est pourquoi, à l'occasion de la visite de Brejnev en France, doit retentir partout le cri : «Dehors Brejnev, le nouvel Hitler» ; juste cri de haine des peuples du monde à l'égard du principal fauteur de guerre d'aujourd'hui.

Guy LE BRETON

Guy LE BRETON

Les deux faces de la politique internationale de la bourgeoisie française

Le 20 septembre 1974, présentant la politique internationale de la France, Giscard déclarait : «On peut dire : vous êtes l'ami de tout le monde, vous êtes l'ami des Soviétiques, vous êtes l'ami des Américains, vous organisez l'Europe politique, vous êtes l'ami des Arabes, vous êtes l'ami de tout le monde ; effectivement, je crois que notre rôle, notre type d'action, c'est d'être un facteur de conciliation chaque fois que c'est possible et chaque fois que l'indépendance de notre position nous en donne les moyens».

Mais voilà, il n'y a pas de conciliation possible entre l'agneau et le loup, l'agresseur et l'agressé. En fait, la politique internationale du gouvernement français conduit par Giscard est celle de la complexe défense des intérêts impérialistes du «second monde», coincé entre les revendications légitimes du tiers monde et sa force nouvelle pour les imposer, et la concurrence, les pressions, les menaces des deux superpuissances, l'américaine et la soviétique.

Une considération domine de plus en plus la scène internationale. C'est la menace militaire grandissante que l'URSS fait peser sur l'Europe, de plus en plus précise et lourde.

De cette menace, du chantage, parfois subtil, parfois grossier, qui l'accompagne, bien des faits montrent que la bourgeoisie française au pouvoir a une certaine conscience. C'est, par exemple, le maintien de la force de frappe française malgré les nombreuses attaques dont elle a été l'objet, le redéploiement de la marine nationale de Brest à Toulon, diverses initiatives françaises comme, récemment, la spectaculaire décision d'envoi des avions Transal au Zaïre.

Le poids de la menace militaire soviétique

A cette occasion, Robert Galley, ministre de la Coopération, a fait preuve de plus de franchise que Giscard en déclarant : «Cette invasion du Zaïre est une sorte de coup de sonde, nous y répondons par une action de dissuasion».

Une action qui s'est révélée payante pour la bourgeoisie impérialiste française. L'affaire du Shaba s'est terminée en queue de poisson pour les Soviétiques qui l'avaient montée en coulisse. Nombre de pays africains ont exprimé publiquement leur inquiétude devant la poussée impérialiste de Moscou en Afrique.

Le président ivoirien en rappelait récemment l'enjeu aux pays européens qui avaient avalé sans réagir l'affaire angolaise : «Couper l'Europe de l'Afrique, c'est la séparer de ses matières premières».

Comme tous ceux de sa classe d'exploiteurs, Giscard raisonne froidement, cyniquement, en termes de chiffres, de taux de profits, d'intérêts impérialistes. Sa plaidoirie en faveur d'une politique de souplesse vis-à-vis des légitimes revendications du tiers monde est dictée par le souci de ménager pour l'avenir les intérêts impérialistes français en Afrique qui sont toujours très importants. Dans une récente interview au Figaro, il déclarait : *«Nous ne pouvons abandonner les pays les plus pauvres. D'abord, parce qu'ils font partie du Groupe des 77 et que les autres ne nous le permettraient pas. Ensuite, parce que l'extrême pauvreté crée une situation dangereuse, ouvre la voie à toutes les surenchères, à toutes les possibilités d'intervention extérieure».*

La conscience des ambitions expansionnistes soviétiques est sous-jacente à cette prise de position.

Mais cette politique qui, dans les faits, contrecarre parfois de façon importante les plans de Moscou, est à deux facettes. Car en même temps, la bourgeoisie française prend grand soin de ne pas s'opposer frontalement à l'URSS avec laquelle elle pratique publiquement la politique du sourire et de la main tendue ; un aspect qui serait largement développé si la fausse gauche parvenait au pouvoir.

La politique de l'autruche

Giscard accepte même d'entrer dans le jeu soviétique qui vise à faire de la France «un partenaire privilégié» de l'URSS. Il cautionne la politique de la fausse «détente» qui consiste à bercer les peuples de discours rassurants quand grandit la menace de guerre à nos frontières.

Il participe aux conférences d'Helsinki et de Belgrade. Pendant ce temps, les sous-marins soviétiques pénètrent impunément jusque dans les rades des ports français, des MIG 25 remontent la vallée du Rhône à basse altitude, des navires de guerre hérissés d'antennes séjournent une semaine dans les eaux territoriales françaises, à 3 km de Plouha, près de Saint-Brieuc, sans que ces faits suscitent le moindre commentaire officiel. Amalrik, venu plaider la cause des droits de l'homme en URSS, se fait brutalement éconduire devant l'Élysée et comme il insiste on fait donner les gendarmes.

L'attrait des marchés de l'Est

C'est que Giscard défend les intérêts de sa classe, pas ceux de la classe ouvrière et du peuple à qui il refuse la vérité, cherchant à endormir par des paroles rassurantes qui servent fort bien les ambitions de Brejnev.

Son état-major raisonne en experts bourgeois, en termes de nombre de missiles, de chars, de bombardiers, de sous-marins et prend acte du fait que le rapport de force matérielle est en faveur de l'armée russe. Alors, quand il risque trop d'indisposer l'ours soviétique qui fait jouer ses griffes, le gouvernement français fait le gros dos. Il tolère sans broncher d'être semoncé, rappelé à l'ordre. Il accepte comme un fait accompli l'invasion et l'occupation de la Tchécoslovaquie. Il met les pouces sur la question de l'Angola dont la France a très vite reconnu le gouvernement inféodé aux Soviétiques. Quitte à avancer un pion en douce quand le terrain est favorable comme ce fut le cas récemment au Zaïre.



Aux yeux des monopoles français, l'URSS offre la perspective de juteux profits. Mais en échange ce sont des centaines de millions pour la machine de guerre de Brejnev, et la politique conciliatrice du sourire. (Photo AFP).

Par ailleurs, les capitalistes monopoleurs français dont Giscard représente les intérêts reprennent à leur compte le mot célèbre de Foster Dulles : «Nous sommes plus attachés aux intérêts de la libre concurrence qu'à la paix», mot d'ordre au nom duquel les monopoles américains continuaient à conclure de fructueuses affaires avec Hitler quand la Seconde guerre mondiale battait déjà son plein.

La crise mondiale du système capitaliste conduit les monopoles français à rechercher à tout prix des débouchés à l'extérieur pour leurs marchandises. Dans ce cadre, l'URSS et les pays de l'Est offrent à leurs yeux la perspective de juteux profits. Le commerce des monopoles français avec l'Est est subventionné par l'État.

Ainsi, la France est devenue, depuis 1974, le 3e fournisseur occidental de l'URSS (derrière les USA et la RFA). Surtout depuis 1975, il y a une progression très sensible des échanges. La très patronale revue «Entreprise» titrait clairement dès 1974 : «Commerce avec l'URSS : la détente doit nous servir», et développait dans un texte écrit quelques jours après la visite de Brejnev à Paris :

«Le premier secrétaire du Parti entendait obtenir l'appui français pour débloquer la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Il n'était pas venu non plus les mains vides. Dans ses bagages : les textes des nouveaux accords économiques et les projets de coopération à l'étude. Ceci pour donner au président une satisfaction à laquelle il est particulièrement sensible : de nouvelles commandes pour les industries françaises».

Pour l'URSS, ces échanges économiques, qui se développent dans le cadre politique des relations d'État à État, sont donc aussi un instrument de pression, de neutralisation, de gages pris auprès de pays comme la France.

Le grand patronat est d'ailleurs divisé sur cette question. Une partie, la principale actuellement, mord voracement à l'appât tendu sans se préoccuper du reste, une autre est plus réticente et s'inquiète du prix à payer, et de l'intérêt réel que représentent ces marchés pour lesquels Moscou dicte ses conditions draconiennes.

Celles-ci font que la réalité est bien loin de la propagande des révisionnistes français selon laquelle le développement du commerce avec l'URSS serait favorable à la classe ouvrière française en permettant la création de nouveaux emplois.

Annie BRUNEL



Le parlement européen à l'ordre du jour

(Suite de la p. 4)

de parvenir à l'Union européenne avant 1980.

En janvier 1976, Tindemans présente son rapport dans lequel les problèmes de politique extérieure tiennent une large place : *«Notre vulnérabilité et notre relative impuissance*, écrit-il, *sont présentes à l'esprit de chacun. La conjonction de ces deux facteurs fait des relations extérieures une des motivations principales de la construction européenne. Elle exige que l'Union européenne ait une politique extérieure»*.

C'est d'ailleurs une des principales raisons pour laquelle Tindemans conclue à l'urgence d'institutions européennes effectivement dirigeantes. A ce sujet, il fait surtout deux propositions importantes : le renforcement de la «Commission européenne», un organe d'exécution et de gestion de la politique décidée par le Conseil des «Neuf» et l'élection du Parlement au suffrage universel.

«Je propose, écrivait-il notamment à ce sujet que :

— au cours du développement progressif de l'Union européenne, ce mécanisme reçoive une consécration juridique par une modification du traité qui accordera au Parlement un véritable droit d'initiative...»

Entre temps, le Conseil européen a décidé l'organisation en 1978 de la première élection au suffrage universel du Parlement européen.

Dès lors, une lutte va se livrer entre les «Neuf» pour disposer du nombre de sièges maximum donc de la plus grande influence au Parlement.

Quelle tactique ?

Les grands, c'est-à-dire surtout l'Allemagne et la France, imposent leurs contraintes aux petits.

En France, le RPR, sans parler de Debré et Sanguinetti, farouchement opposés au Parlement européen, veut vider l'élection du Parlement européen au suffrage universel de son objectif : une institution européenne disposant d'initiative : pour cela, le RPR a exigé des garanties. Le Conseil constitutionnel semble lui en avoir donné en limitant par avance les compétences du Parlement européen en janvier 1977.

Malgré tout, il est difficile de dire quelle sera exactement l'attitude du RPR de Chirac lors du débat à l'Assemblée.

Quant au parti révisionniste de Marchais, il a fait une brusque volte-face qui le place sur des positions fort proches de celles des gaullistes. le 17 avril, en effet, Marchais déclarait à «Europe No 1» :

«Je répète que le système électoral n'est pas un problème pour nous. Le problème c'est celui des pouvoirs et des droits : nous ne voulons pas que soient outrepassées les compétences du Parlement telles qu'elles ont été définies par le traité de Rome».

En fait, risquant de s'isoler complètement et donc d'être inefficace, la direction du PCF a changé de tactique : d'une opposition à l'Union européenne elle est passée, face à l'unité européenne qui avance malgré tout, à une tactique plus fine, où la bataille de procédure prend de l'importance : c'est ainsi que Marchais invoque le Traité de Rome de 1957 instaurant le Marché commun alors qu'il n'a cessé de le dénoncer. En 1971, dans *«Changer de Cap»*, il le considérait comme un obstacle à *«la véritable coopération internationale»* c'est-à-dire à la coopération avec l'URSS et le COMECON.

Marchais avec Brejnev, il y a quelques années. Pour éviter de s'isoler, le PCF est désormais passé à une tactique plus fine sur la question de l'Europe.

Faire des profits : opprimer les masses

En fait, pour les gaullistes du RPR comme pour les révisionnistes du groupe Marchais, l'opposition à l'Europe supranationale n'a pas grand chose à voir avec un souci d'indépendance nationale ; il en est de même d'ailleurs pour ceux des représentants du capital monopoleur qui sont pour accélérer l'édification politique de l'Europe des «Neuf». Tous les capitalistes monopolistes voient avant tout dans l'Europe un moyen de concentrer entre leurs mains des moyens de production gigantesques, d'exploiter des centaines de milliers d'esclaves salariés, de dominer un marché énorme : bref, les capitalistes monopolistes mettent à profit l'unification européenne pour renforcer leur emprise sur la société et opprimer les masses populaires d'Europe de l'Ouest.

La Convention antiterroriste signée le 27 janvier 1977 par le Conseil de l'Europe en est une illustration : on sait que le terme de terroriste a toujours été une étiquette pratique, collée aux travailleurs révolutionnaires, par la bourgeoisie.

Que la bourgeoisie européenne veuille camoufler sa dictature de classe derrière la vieille machine du suffrage universel de la démocratie bourgeoise, rien d'étonnant à cela.

Notre position

Par ailleurs, nous voyons tout l'intérêt que peut tirer le prolétariat révolutionnaire de l'unité des pays européens, nous exigeons cette unité contre les deux superpuissances, et surtout contre les préparatifs d'agression de l'URSS. Cette menace agressive est bien réelle et se fait chaque jour plus précise et plus pesante. Il n'est pas indifférent de ce point de vue que l'Europe resserre ses liens, car, plus unie, elle est aussi plus forte et le social-impérialisme russe peut se voir ainsi contraint de retarder son agression, ce qui ne peut qu'être favorable aux peuples européens qui peuvent ainsi mieux se préparer à l'écraser.

Mais cela ne nous impose pas d'entrer dans les débats sur les prérogatives respectives du Parlement européen et des parlements nationaux car tous sont entre les mains des exploiteurs capitalistes qui s'en servent pour tromper le peuple et légitimer leur sale système.

Henri JOUR

LA POLICE ET LES TRAVAILLEURS

Depuis quelques temps, il est devenu habituel de voir des délégations de policiers dans les cortèges des manifestations organisées par les confédérations syndicales. Et l'on voudrait nous faire croire qu'il s'agit d'un ralliement aux luttes des travailleurs !...

Ceux que l'on voudrait nous faire applaudir lorsqu'ils manifestent sous le sigle de la CGT ou bien sous celui du Syndicat autonome de la police, les avez-vous déjà vus manifester pour dénoncer les interventions de la police contre les ouvriers qui occupent leurs usines ?

Les avez-vous vus dénoncer le racisme, les contrôles et les expulsions de travailleurs immigrés ?

Avez-vous déjà entendu parler de leur refus d'intervenir contre des ouvriers ou des paysans ?

Non, bien sûr ! Quand ils manifestent, c'est pour des augmentations de salaires ou d'autres raisons matérielles, mais jamais pour soutenir les ouvriers. En les voyant passer, plus d'un travailleur se dit : «C'est peut-être eux qui demain vont me taper dessus.»

Les hommes de main de la bourgeoisie

Ils ne sont pas responsables, vous dira-t-on, ils ne font qu'appliquer des ordres. C'est certain. Mais que l'on ne vienne pas nous dire qu'ils sont dans le camp des ouvriers. Et ce sera ainsi tant qu'ils accepteront ces ordres. Pour brouiller les cartes, on vous dit que ce sont des travailleurs comme les autres. (A la CGT, on demande même une meilleure «formation professsionnelle»). Drôle de métier, n'est-ce pas que celui qui consiste à réprimer les ouvriers, les jeunes, les immigrés. Ces «travailleurs» sont les hommes de main des capitalistes et de leur société. «L'ordre» qu'ils sont payés pour défendre est celui des exploiteurs.

L'objectif du PCF : renforcer cet appareil de répression

En vérité, il y a là, une opération politique dont le but est de renforcer les positions des partis de l'Union de la gauche dans la police. Il s'agit d'apparaître aux yeux des policiers comme les meilleurs défenseurs de leurs intérêts matériels. La police en tant qu'organe de premier plan de l'appareil d'État capitaliste est en effet l'objet d'une lutte intense entre les différents partis. Tous y ont créé des organisations, tous y mènent leur propagande. C'est à qui détiendra les leviers de commande.

Non seulement l'intense activité des dirigeants du PCF et de la CGT en direction de la police ne vise pas à remettre en cause son rôle, mais au contraire elle vise à renforcer cet appareil de répression.

Comme on le sait, un des principaux thèmes de propagande des maires PCF est de demander plus de commissariats, et des effectifs plus importants. Et comment agit-elle la police dans ces municipalités ? C'est à St-Denis que le jeune Gilles Olivier a été abattu d'une balle dans le dos. C'est à Corbeil que des jeunes ont été torturés dans un commissariat. C'est dans un arrondissement de Marseille contrôlé par le PCF que se trouve la prison clandestine d'Arenc. Alors, plus de commissariats pour réprimer qui ?

Notre position

Nous ne sommes pas des «antiflics» par principe ; nous sommes tout simplement contre la police de la bourgeoisie, faite pour réprimer les travailleurs. Car enfin, Messieurs les apôtres de la police «démocratique», la police c'est bien fait pour réprimer. Ou alors, à quoi sert-elle ? Et dans une société divisée en exploiteurs et exploités qui donc est réprimé ?

Si un jour des policiers en venaient par exemple à soutenir concrètement des ouvriers en lutte, refusaient de se livrer aux contôles des travailleurs immigrés, nous ne pourrions que nous en réjouir, car cela affaiblirait la police et irait dans le sens de la préparation à la destruction de cet instrument de la dictature de la bourgeoisie.

André COLERE

Des C.R.S. «démocratiques»

Il y a quelques mois, les salons de l'hôtel Lutétia, à Paris, avaient été le théâtre d'une discussion entre les policiers et Louis Baillot, responsable des questions policières du PCF.

Il y avait dessiné les contours de la police «démocratique»:

«Nous ferons confiance aux gens en place, avait-il dit, *en leur demandant de faire loyalement leur métier de fonctionnaire»* et comme pour leur souligner que eux au moins n'avaient pas à craindre le chômage, il ajoutait : *«La police est nécessaire aujourd'hui, comme elle le sera demain»*.

Quant aux CRS, Baillot déclarait : *«Nous voulons qu'ils soient utilisés dans une véritable fonction de police»*. Juste avant, il avait affirmé : *«La police doit rester en permanence au service du peuple»*. Les CRS au service du peuple, il suffisait d'y penser !





Deux images de la police bourgeoise. Demain au service du peuple ?

CONGRES DE NANTES DU P.S.

Le mythe du CERES

Le congrès de Nantes du PS se tiendra les 17, 18 et 19 juin. Il sera notamment marqué par les rivalités entre la majorité (regroupée autour de Mitterrand) et la minorité : le CERES, courant organisé.

Le CERES est issu à l'origine de la SFIO. Mais depuis 1971, il s'est gonflé de nouveaux adhérents du PS et d'une partie des anciens du PSU. Chevènement, qui en est le leader, symbolise bien ce qu'est ce courant.

Chevènement a été formé à l'ENA (*). Il participa à la rédaction du Programme commun qu'il préconisait depuis longtemps. De même, avant les dernières municipales, il fut l'un des fervents partisans de l'unité de candidature avec le PCF partout et dès le premier tour.

Le CERES est une tendance organisée : il dispose de ses locaux, de sa presse, de ses finances. C'est la plus grosse fraction du PS : entre 25 et 30 % des adhérents.



Chevènement, leader du CERES, qui est la tendance du PS la plus proche du PCF. Il se sert de sa position pour exercer un chantage sur Mitterrand dans le cadre des tractations qu'entraîne l'éventualité de l'arrivée des dirigeants de la «gauche» au pouvoir.

Le plus proche du PCF

Le CERES est le courant du PS le plus proche du PCF. Le 14 mai, il a publié sa motion pour le congrès de Nantes. Trois grands points y sont abordés : Programme commun, nationalisations, Europe. Le rapport s'intitule : «Pour appliquer le Programme commun, unité, autogestion et indépendance».

Le CERES se déclare un chaud partisan de l'actualisation du Programme commun, idée qui fut lancée, on s'en souvient, par Marchais. L'un des points-clés de la réactualisation, c'est le nombre des nationalisations et le type d'indemnisation des actionnaires.

Sur ces deux points, le CERES est proche du PCF : il propose d'élargir les nationalisations aux groupes Peugeot-Citroën et Creusot-Loire et il s'oppose, lui aussi, au système préconisé par Attali, proche de Mitterrand, qui propose de ne pas déposséder les actionnaires mais de convertir leurs actions.

Il en va de même en politique internationale. Le CERES a des positions semblables à celles du PCF sur le Parlement européen : il réclame des garanties pour que l'Assemblée de Strasbourg n'outre-passe pas ses droits définis dans le traité de Rome. Restriction que pose aussi le PCF. Tout comme Marchais, les hommes du CERES cachent la nature agressive de l'URSS et propagent des illusions sur la soi-disant politique de «paix» de Moscou et la «détente». Ce qui fait du CERES un courant très dangereux à l'heure où l'URSS prépare la guerre.

Sous des allures de «gauche»

Le CERES entend bien rester au PS, où il joue le double jeu de se montrer plus à gauche que Mitterrand, tout en se faisant passer pour plus démocratique que le PCF.

En fait, ce courant n'est qu'un courant réformateur et social-démocrate des plus plats. Il place au centre de son programme l'autogestion dont la définition est aussi vague chez lui que chez les autres autogestionnaires. Il insiste pour que la réactualisation du Programme commun ne soit pas en contradiction avec «la plate-forme électorale commune des partis socialistes et sociaux-démocrates de l'Europe des neuf».

Quand on sait que le parti, actuellement au pouvoir en République fédérale allemande par exemple, l'a été sur ce «programme social-démocrate» on voit que le CERES n'est pas autre chose que le PS et le PCF : c'est un futur gérant du capitalisme.

Il se sert surtout de sa position au sein du PS pour exercer un chantage sur Mitterrand en vue du pouvoir bourgeois : «Si au prochain congrès, le fossé entre nous et la tendance majoritaire devait s'élargir encore, ce que je ne souhaite pas, je pense que cela finirait par modifier profondément le rapport de force au sein de la gauche, au profit du Parti communiste» a déclaré Chevènement.

Philippe LECLERQ

(*) ENA : Ecole nationale d'administration où la bourgeoisie forme ses hauts fonctionnaires.

Quelle CFDT en 1978 ?

Une série de congrès a ponctué la vie interne de la centrale pendant ces deux derniers mois, encadrés par deux Conseils nationaux .Notamment : congrès fédéraux du SGEN-CFDT, d'Hacuitex (habillement-cuir-textile), de la FGSL (services-livre), des journalistes CFDT ; congrès régionaux du Rhône, des Bouches-du-Rhône. Enfin les 10 et 11 juin prochain , un Conseil national devra mettre au point tout ce que la direction confédérale baptise «plate-forme de revendications et d'objectifs de transformation immédiate».

Dans l'esprit des dirigeants de la CFDT, il s'agit d'établir, non un catalogue exhaustif, mais une SELECTION d'«objectifs crédibles» de «nature à enrichir le contenu de l'union populaire» et à «aider à surmonter les hésitations que provoquent encore les insuffisances de la gauche».

Comment ces objectifs pourront être atteints ? : «à la suite de NEGOCIATIONS AVEC LE GOUVERNEMENT ET LE PATRONAT» (Maire dans son interview au «Matin» du 25/05/77).

C'est dire combien les prochains enjeux électoraux constituent la préoccupation centrale. Mais le fossé s'élargit, lorsqu'on examine la façon d'aborder ces enjeux, entre la direction confédérale et les bonzes syndicaux à sa botte d'une part, et la majorité des délégués aux congrès d'autre part. Autant les premiers se démasquent de plus en plus, autant pour les seconds les législatives de 78 restent la grande inconnue.

D'un côté, Mercier, commis-voyageur de Maire dans plusieurs congrès déclare sans ambages «il faudra consolider le pouvoir de la gauche», justifie la chasse aux sorcières, prononce près de vingt fois dans la même intervention le mot «négociation». D'un autre côté, venant de la base, surgissent les critiques sur les positions attentistes ou trop complaisantes par rapport au Programme commun.

Ce sont ces pressions de la base qui obligent un opportuniste, bien dans la ligne de la direction confédérale, comme J. Chérèque (métallurgie) à dire : «Nous ne voulons pas modeler l'action syndicale au rythme des échéances électorales». On va ainsi jusqu'à constater que «la victoire de la gauche n'est que le plus rassurante». Ce qui s'exprime aussi dans les garanties que veulent se donner les congressistes pour qui «l'appartenance à la CFDT n'implique pas le soutien à la stragégie de l'Union de la gauche» (texte adopté à 47 % par le SGEN-CFDT).

La lutte devient ainsi de plus en plus claire entre deux conceptions du syndicalisme : l'une de lutte de classes, l'autre de collaboration de classes. Et c'est par rapport à ces deux lignes que s'éclairent les différents débats des congrès, sur des points de l'ordre du jour qui reviennent, sous une forme ou sous une autre, pratiquement partout que ce soit :

— le problème de l'unité d'action avec la CGT : comment se construit-elle ? sur quelles bases, au prix de quelles concessions ?

— les relations partis-syndicats : à l'instar de la CGT, courroie de transmission du PCF, la CFDT doit-elle devenir la courroie de transmission du PS ?

— le programme revendicatif : doit-il partir des revendications immédiates des travailleurs, et être maintenu, soutenu par les luttes même après 78, où doit-il coller au Programme commun, même réactualisé ?

— la prise en charge des luttes doit-elle être abandonnée aux partis de gauche, ou implique-t-elle une volonté AUTONOME des militants de se donner des structures aptes à l'assumer ?

— les problèmes de démocratie interne, enfin, ne reflètent-ils pas la volonté de la direction confédérale de mettre l'organisation au pas, pour lui faire suivre sa ligne politique, et jusqu'où ira cette volonté ?

Ici et là, les directions fédérales ou régionales trop «suivistes» ont été contestées. Partout, les délégués venus de la base ont voulu non seulement se faire entendre, mais se doter de moyens pour peser sur les prises de position de l'ensemble de la CFDT. Le courant pour un syndicalisme de classe s'est renforcé : les débats sur les problèmes des soldats, des femmes, des jeunes, des immigrés ont illustré ce renforcement. Il nous faut travailler partout où nous sommes pour qu'il soit victorieux.

Joël FABIEN



Le courant pour un syndicalisme de classe se renforce (Photo HR)

BOLIVIE

NON A L'IMPORTATION DE RACISTES D'AFRIQUE AUSTRALE !



On apprenait récemment que le gouvernement français mettait discrètement sur pied un «plan d'invasion» de la Guyane par 40 000 «réfugiés» vietnamiens, laos et cambodgiens. Ces derniers qui ont en fait fui leur pays libéré où ils auraient dû répondre de leurs crimes contre leurs peuples ne font que transiter par la France et arrivent déjà, au rythme d'une dizaine ou d'une vingtaine par jour en Guyane.

C'est un plan du même type qu'est en train de concocter secrètement la dictature fasciste bolivienne.

La nouvelle officielle vient de filtrer à travers la presse bolivienne : 150 000 colons racistes blancs venus de Rhodésie, de Namibie et d'Afrique du Sud, devraient être transférés en Bolivie à partir du milieu de l'année en cours.

Entre fascistes

L'agressivité décuplée marquée par les gouvernements racistes à l'égard des patriotes africains cache mal leur panique. Le «pouvoir pâle», raciste et fasciste vit ses dernière heures en Afrique australe où l'aube de la libération a commencé de se lever pour les peuples de Namibie, du Zimbabwe, (Rhodésie) et d'Azanie (Afrique du Sud).

Déjà, les premiers colons racistes commencent à plier bagage. Ils sont pour la plupart de souche allemande ou hollandaise. Mais leur pays d'origine ne se soucie guère de compromettre leur économie et leur «respectabilité» en accueillant ces encombrants cousins. Ils ont donc commencé des tractations en vue de leur transplantation en Amérique latine.

En Bolivie, la dictature fasciste du général Hugo Banzer a accueilli avec enthousiasme cette proposition et s'offre à recevoir pas moins de 150 000 de ces nouveaux «colonisateurs».

Des capitaux abondants

Elle escompte de cette opération un double bénéfice :

– La Hollande, la RFA, la Grande Bretagne et les USA qui orchestrent l'affaire, font miroiter le fait que ces colons fourniront au pays un important apport de capitaux et de technologie. Ces pays s'offrent également à financer cette installation. La RFA pour sa part, se serait déjà engagée à fournir un crédit de 150 millions de dollars.

– Les généraux fascistes boliviens, eux-mêmes descendants des colons espagnols, sont plein de mépris pour le peuple de Bolivie composé de 65 % d'indiens. Un écrivain de la classe gouvernante, n'a pas craint de leur imputer le «retard» économique de la Bolivie allant même jusqu'à écrire que les indiens sont des «êtres plus onéreux que les bêtes car ils mangent plus et travaillent moins».

Entre racistes

Dans les mines d'étain comme dans les usines et les campagnes, la révolte gronde contre la dictature. Celle-ci espère pouvoir mater le peuple en l'encadrant de «colonisateurs» pétris de l'idéologie raciste et fasciste de l'Apartheid.

Pour ces derniers, les plus riches terres des plaines du Sud et de l'Est du pays seront gracieusement offertes, assorties de subventions.

Pendant ce temps, les paysans pauvres de Bolivie grattent péniblement le sol des terres pauvres ou s'entassent dans les vallées surpeuplées et un million d'entre eux sont contraints à l'exil pour subsister.

Deux éléments rendent particulièrement odieuse cette ouverture du pays aux racistes d'Afrique australe : la politique de stérilisation forcée pratiquée contre les couches populaires et en particulier les paysans pauvres au nom d'une prétendue «limitation de la démographie» ; le fait que le «Conseiller» au ministère de l'Intérieur bolivien qui orchestre ce plan n'est autre que le criminel nazi Klaus Barbie, assassin de Jean Moulin et de nombreux autres résistants français.

Mais l'héroïque peuple bolivien n'acceptera pas de voir transplanter sur son sol le révoltant apartheid. Dès maintenant, la mise en échec de ce plan criminel fait partie de sa lutte de libération nationale et populaire.

Annie BRUNEL

Manifestation à la Paz lors du putsch fasciste de Banzer en 1971 : «Unis, nous vaincrons la réaction fasciste !».



Le monde en marche

TCHECOSLOVAQUIE

«Rude Pravo», le journal du Parti révisionniste tchécoslovaque a un cynisme qui frise l'humour noir. 9 ans après l'occupation de Prague par les chars russes, voilà comment il encense la nouvelle constitution de Brejnev.

«La nouvelle constitution soviétique servira l'humanité progressiste comme une bible de vérité sur le développement de l'État socialiste, sur l'essence de la démocratie et de la société socialiste dans lesquelles les droits de l'homme sont non seulement énoncés mais appliqués dans la vie de tous les jours au bénéfice des classes les plus larges de la population laborieuse».

Pour «Rude Pravo», la constitution soviétique démontrera encore que la paix est un principe «intangible» de la politique étrangère soviétique. Elle deviendra, en outre, une «source d'inspiration sans fin pour les peuples progressistes du monde».

Le peuple tchécoslovaque jugera...

CONFERENCE DE GENEVE

La récente conférence diplomatique de Genève sur le droit humanitaire a décidé d'inclure l'apartheid parmi les crimes de guerre.

La conférence, qui élabore les nouvelles règles du droit international applicable dans les conflits armés, a également inclus parmi ces infractions graves le «transfert par la puissance occupante d'une partie de sa population civile dans le territoire qu'elle occupe», une disposition clairement dirigée contre Israël.

Un autre article concernant l'intervention d'une commission internationale d'enquête pour étudier les cas d'infractions, a été l'occasion d'un vote. A cette occasion, l'URSS et les pays qu'elle domine, votent avec l'ensemble des pays développés. La Roumanie, le Vietnam et la Corée du Nord votent avec les pays du tiers monde.

L'amendement, dirigé contre Israël, prévoyait que dans le cas d'un territoire occupé une enquête pourrait être ouverte sur la demande d'une seule des parties en conflit. Faute du soutien de l'URSS et de ses alliés, l'amendement n'a pas obtenu la majorité des deux tiers nécessaires pour son adoption.

SOUDAN

Le Soudan a décidé l'expulsion d'une quarantaine de diplomates soviétiques ainsi que des membres du personnel non diplomatique de l'URSS.

Le ministre soudanais des Affaires étrangères indique que le nombre des diplomates soviétiques à l'ambassade est plusieurs fois supérieur à celui de toute autre ambassade importante à Khartoum et ne correspond pas à l'état des relations entre le Soudan et l'URSS.

De plus, 90 experts militaires soviétiques ont déjà été expulsés du Soudan.



Juillet 71 à Khartoum : les putschistes à la solde de Moscou occupent le palais présidentiel avant d'être écrasés eux-mêmes.

PORTUGAL

Le Portugal connait, depuis le début de l'année, une importante augmentation des prix à la consommation. C'est ainsi qu'en avril, les prix étaient supérieurs de 40 % à la moyenne enregistrée en 1976.

Selon des indications fournies par l'Institut portugais des statistiques, les augmentations les plus fortes ont touché l'alimentation, notamment le café (139 %), les légumes (114 %), la viande de bœuf (72 %), les légumes secs (entre 32 et 63 %), le pain (37 %).

Quand à l'électricité, elle a subi une hausse de 66,5 %.

Cette flambée des prix touche d'autant plus les travailleurs que l'augmentation des salaires a été fixée à un maximum de 15 % pour l'année en cours.

International

Israël, Begin au pouvoir

UN CHAMPION DU TERRORISME

Les élections législatives qui se sont déroulées cette dernière quinzaine dans l'État sioniste d'Israël ont vu la victoire inattendue de la Likoud, rassemblement de plusieurs partis se réclamant eux-mêmes de la droite ou de l'extrême-droite.

Il faut d'abord dire que, contrairement à ce qu'affirment les révisionnistes, cela n'apporte pas un changement fondamental à la nature d'Israël.

Depuis 30 ans, c'était la «gauche» qui était au pouvoir, cela ne l'a pas empêchée de bafouer les droits du peuple palestinien ni d'agresser à quatre reprises les pays arabes voisins dans des buts expansionnistes. Le problème d'Israël n'est pas d'être «de gauche» ou de «droite», c'est fondamentalement d'être sioniste, c'est-à-dire un État basé sur des principes impérialistes, expansionnistes et racistes.

Avec un commerce extérieur en déficit de 15 milliards de francs en 1975, avec un taux annuel d'inflation de 28 % et avec 32 % du Produit national brut consacrés à l'armée, l'État sioniste, en crise perpétuelle, ne peut survivre que par l'aventure militaire et l'expansionnisme. C'est dans cette logique que s'inscrit l'arrivée au pouvoir de la frange la plus militariste et la plus terroriste des sionistes.

Qui est Menahem Begin ?

Menahem Begin, le nouveau maître le l'État israélien, est un individu au passé tristement célèbre. Il fut notamment le fondateur de l'Irgoun, mouvement terroriste qui, avant et lors de la création d'Israël, pratiqua une politique d'assassinat et de terreur systématiques contre le peuple palestinien.

Begin et l'Irgoun portent entre autre la responsabilité d'un véritable Oradour-sur-Glane palestinien, de Deir-Yassin e, le 9 avril 1948. Là, les 254 habitants du village, hommes, femmes et enfants furent sauvagement assassinés avant que les maisons ne soient dynamitées une à une. Des scènes semblables se passaient à Haiffa (150 morts), Saasaa (60 morts) et dans de nombreux autres villages palestiniens.

LE SIONISME CONTRE LES JUIFS

S'il est surtout un système impérialiste et colonialiste dirigé contre le peuple palestinien et ses droits légitimes, le sionisme est également un système dirigé contre les juifs.

Parmi les juifs résidant en Israël, tous sont loin d'avoir le même statut. On pourrait, de manière très systématique, dire qu'il y a d'une part les Juifs qui viennent des pays européens, et d'Amérique, les Ashkénazes ou «Juifs blancs» et d'autre part les Sépharades qui sont les Juifs venant des pays arabes et qui forment 60 % de la population juive d'Israël.

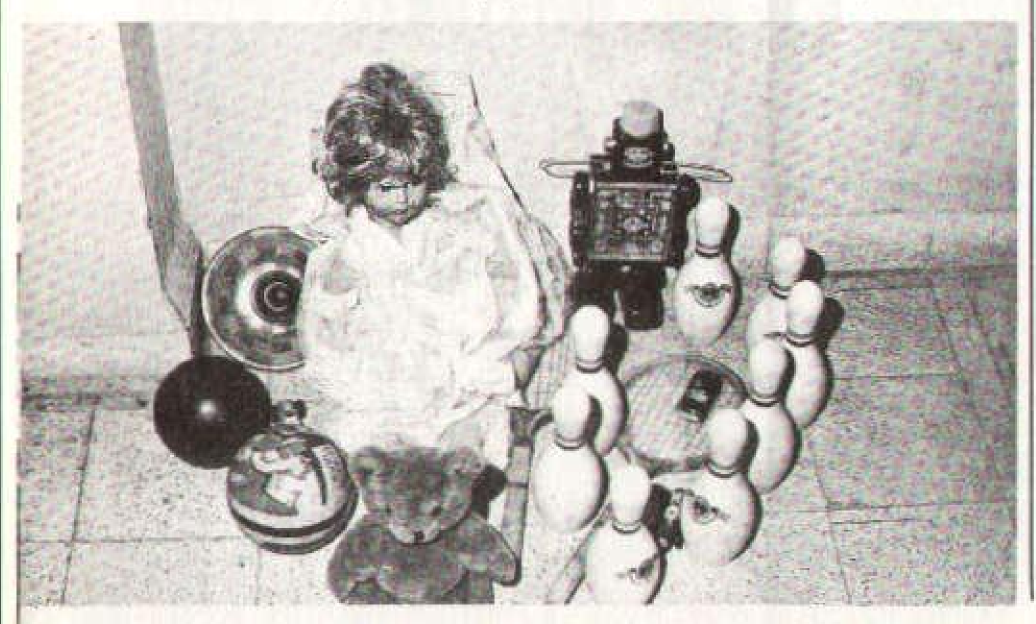
Un véritable racisme, basé sur la langue, les traditions culturelles, qui sont différentes, et la race est instauré entre ces deux communautés et permet d'entretenir et de masquer l'exploitation dont sont victimes les Sépharades. Traités comme ils disent eux-mêmes en «citoyen de seconde zone», ils constituent le bataillon du prolétariat et des chômeurs israélien. Moins payés à travail égal que les Européens, ils n'ont en pratique aucun accès aux postes administratifs ou politiques, sont parqués dans les taudis des bas-quartiers.

Ils sont de plus, la chair à canon de l'expansionnisme du «grand Israël».

Ce sont eux qu'envoient au front des gens comme l'ancien premier ministre Rabin alors qu'eux-mêmes ont leur fortune à l'abri dans un coffre aux USA.

Formant la classe la plus exploitée parmi les Juifs, ils en forment du même coup la classe la plus combative, les récents mouvements de grève dans les ports israéliens l'ont montré, en particulier à Haiffa.

Ces jouets sont en réalité des pièges explosifs que les assassins sionistes utilisent contre les enfants des camps palestiniens (document de l'OLP).



Fernand LENOIR

Le 9 avril 1948

LE MASSACRE DE DEIR YASSINE

C'était Begin

«Non seulement le massacre de Deir Yassine était justifié, mais il n'y aurait jamais eu d'État d'Israël sans la victoire de Deir Yassine».

Citation de Menahem Begin, fondateur de l'Irgoun, nouveau premier ministre de l'État sioniste d'Israël.

En 1947, suite aux manœuvres des impérialistes anglais et des Américains qui leur succèdent, l'immigration en Palestine a multiplié par 12 le nombre de juifs y vivant par rapport à 1920. Ils ne représentent cependant que 35 % de la population totale. Un problème se pose pour les sionistes qui veulent fonder un État sur la terre des Palestiniens. La résistance des paysans palestiniens fait que, malgré les durs efforts pour accaparer les terres, ils n'en possèdent que 5,66 %. Le partage de 1947 par lequel l'ONU, dominé alors par les USA, institue l'Etat d'Israël, attribue alors à ce tiers d'immigrants 57 % du territoire du pays, dont toutes les meilleures terres.



Résistants palestiniens en 1936

Mais le peuple palestinien refuse de quitter sa terre : à la fin mars 1948, aucun village arabe n'a encore été évacué.

C'est par la terreur, le sang et les armes que les sionistes vont les y contraindre.

Leur plan comporte 13 opérations; il s'agit à la fois d'occuper militairement les villages arabes et de terroriser la population pour l'obliger à partir.

C'est dans ce cadre que se situe le massacre de Deir-Yassine. Loin d'être un «incident de parcours», c'est une opération préméditée, exécutée à froid et dont les résultats seront scientifiquement exploités. Pour la réalisation, on ne fait pas appel directement à la Haganah, l'armée officielle sioniste, mais à l'Irgoun et au Stern, deux mouvements terroristes qui en dépendent. Elle est baptisée «opération Harel».

Le massacre par lui-même est volontairement réalisé dans les conditions les plus épouvantables possibles et en même temps chaque scène, assassinat, monceau de cadavres sont soigneusement photographiés. Les photos, largement diffusées serviront à affoler les populations arabes. Des charrettes dans lesquelles sont entassées des cadavres mutilés et des survivants attachés sont promenés par les sionistes dans Jérusalem et dans les campagnes.

Le lendemain, la radio de la Haganah, clamait à l'adresse des paysans palestiniens : «Souvenez-vous de Deir-Yassine, fuyez pendant qu'il est encore temps».

Les répercussions psychologiques de ce massacre furent très grandes et contribuèrent grandement, avec d'autres opérations du même style, à l'exode forcé du peuple palestinien.

Voilà sur quoi est bâti Israël.

Fernand LENOIR

Les faits

Le 9 avril au matin, deux compagnies des branches terroristes de la Haganah, la Stern et l'Irgoun de Menahem Begin font irruption dans le village palestinien de Deir Yassine.

Avec des hauts-parleurs, les sionistes crient dans tout le village : «Partez ! Partez si vous ne voulez pas mourir».

La population affolée ne sait tout d'abord pas ce qui lui arrive. Mais les terroristes juifs pénètrent dans les maisons et y mettent le feu pour en déloger les habitants. Lorsque ceux-ci se trouvent rassemblés sur la place, ils commencent à les massacrer. 254 hommes, femmes et enfants sont abattus avec une sauvagerie inouïe à la mitraillette et à l'arme blanche, puis les corps sont jetés dans un puits.

M. De Reynier, délégué de la Croix-rouge internationale à Jérusalem, qui s'était précipité à Deir Yassine, malgré les conseils pressants de l'Agence juive et de la Haganah y trouve des jeunes gens et des jeunes filles juives, parfaitement disciplinés qui achevaient froidement les blessés au couteau.

Les quelques malheureuses femmes qui échappent à la boucherie sont dévêtues, jetées dans des chariots et traînées à travers les rues du quartier juif de Jérusalem, sous les quolibets et les crachats. Après quoi, elles sont rouées de coups et laissées pour mortes dans un terrain vague.

Devant l'indignation internationale, la Haganah tenta de se désolidariser de l'opération. Mais Begin lui-même, le chef de l'Irgoun, révéla que le colonel Sholtiel de la Haganah de Jérusalem avait donné son accord.

Les assassins de Deir Yassine, membres de l'Irgoun comme du Stern, sont d'ailleurs aujourd'hui pensionnés en Israël comme anciens combattants.



La répression sioniste au quotidien. Israël, c'est Deir Yassine qui continue.

«DEUXIEME RETOUR DE CHINE»

La haine du léninisme

Depuis la Grande Révolution culturelle prolétarienne déclenchée en 1966 par Mao Tsé-toung, la Chine a pris une place immense dans les espoirs de tous les opprimés.

Face à l'URSS dégénérée après la mort de Staline en un pays capitaliste de dictature fasciste, le Parti communiste chinois, dirigé par Mao Tsé-toung, Chou En laï, Chou Teh et tant d'autres prestigieux héros révolutionnaires, apportait la preuve dans la pratique que la restauration du capitalisme n'était pas inévitable : la classe ouvrière peut faire échec à la prise du pouvoir par une nouvelle bourgeoisie qui tend inévitablement à se constituer selon un processus prévu par Marx et Lénine.

La bourgeoisie décrit avec délectation le pseudo-communisme de Krouchtchev et Brejnev et s'en sert comme d'un repoussoir, mais la Chine... La Chine, c'est un problème. Alors comment s'étonner des «bravos» qui ont salué, dans la grande presse contrôlée par les milieux d'argent, le livre écrit par Claudie et Jacques Broyelle et par Évelyne Tschirhart.

Enfin des «maoïstes» repentis, enfin une description d'un «Goulag chinois», enfin un livre qui veut démontrer que Chine et URSS c'est blanc bonnet et bonnet blanc. On comprend le soulagement de certains qui misent sur la démoralisation du prolétariat et des forces révolutionnaires : «A quoi bon lutter pour la révolution puisque ça finit toujours par un remède pire que le mal !».

Et c'est là que Broyelle et Tschirhart gagnent leurs deniers de Judas tant leur livre est un discours acerbe, sarcastique et méchant destiné à faire cette démonstration. Nous ne reviendrons pas ici sur le caractère antichinois de leur livre. Régis Bergeron en a parlé, voici un mois ici même. Ce qui est plus intéressant, c'est le caractère plus généralement anticommuniste de l'ouvrage.

Le raisonnement des auteurs est simple ; il s'agit pour eux, tout comme pour Marchais, de démontrer que «dictature du prolétariat» égale dictature tout court, c'est-à-dire fascisme.

Et pour cela, ils recourent à une argumentation en trois points qui revient inlassablement : il n'y a pas de «démocratie» en Chine, le Parti unique c'est la dictature du parti sur les masses, l'activité de ce parti se caractérise par la bureaucratie, l'idéologie unique stéréotypée, l'omniprésence oppressante, etc.

Des arguments éculés, dira-t-on. Evidemment s'ils étaient écrits dans l'«Aurore» mais ils viennent de prétendus «marxistes-léninistes», c'est ainsi qu'ils se présentent même s'ils tapent à tour de bras sur Lénine «le père de tous les maux» avec son idée de parti prolétarien unique, centralisé, tout puissant.

Commençons donc par le début ; la thèse des Broyelle est celle-ci : les ratés du système doivent être *«rapportés, comme le bon sens le suggère, au système totalitaire d'un parti unique dirigeant un Etat monopole».* La bête noire des Broyelle c'est donc bien le Parti... quel parti ? Le parti qui représente et défend les intérêts de quelle classe ? Ils répondent ainsi (page 260) : *«On ne peut pas étudier de la même façon un parti politique qui représente les intérêts d'une classe, ou d'une fraction de classe, et un parti qui est en lui-même une classe et qui ne représente rien d'autre que lui-même».*

Autrement dit, n'osant pas dire ouvertement : c'est un parti bourgeois, ou le parti d'une nouvelle bourgeoisie, ce qui déclencherait les rires, car ils parlent autant du parti de Lénine que du parti de Mao Tsé-toung, ils inventent cette catégorie nouvelle et absurde d'un parti qui ne représente rien d'autre que lui-même. Or, il n'est pas besoin d'être marxiste pour savoir que toute société se divise de nos jours en classes délimitées par rapport à leur place dans la production : les partis reflètent les aspirations de telle ou telle classe et en sont le détachement organisé, conscient.



Pendant la Révolution culturelle, dirigée par le Parti communiste chinois et le président Mao en personne, des centaines de millions de paysans, ouvriers, étudiants ont dénoncé et combattu les nouveaux bourgeois au sein du Parti, de l'État, partout. Magnifique exemple de démocratie prolétarienne !



Dans leur écrasante majorité, les masses populaires chinoises approuvent le régime socialiste et soutiennent avec un enthousiasme chaleureux le Parti communiste chinois.

C'est vrai pour les partis bourgeois et c'est vrai pour tout parti prolétarien. Comment croit-on que le Parti communiste chinois a pu diriger une longue lutte armée et une longue lutte pour l'édification socialiste sans l'appui de la classe ouvrière et des larges masses populaires, comment croit-on qu'il a pu vaincre des ennemis aussi puissants que les impérialistes japonais, les impérialistes américains, déjoué les coups des sociaux-impérialistes russes sans l'appui formidable et enthousiaste de millions d'hommes et de femmes opprimés qui voyaient en lui et en Mao Tsé-toung l'organisateur de leur combat. Les auteurs du «Deuxième retour de Chine» se plaignent d'ailleurs amèrement de «l'idéologie unique» qui domine en Chine mais ils se gardent bien de dire à quelle conception du monde et à quelle classe cette idéologie correspond, car il faudrait alors dire qu'il s'agit de la vision révolutionnaire jusqu'au bout, altruiste, désintéressée, conséquente et disciplinée du prolétariat révolutionnaire : regardez, par exemple, les tremblements de terre terribles qui ont frappé la Chine l'année dernière, à quoi peut-on attribuer le calme, la détermination et l'efficacité de la population et de l'Armée populaire, choses qui ont frappé tous les observateurs, sinon à l'idéologie dominante, l'idéologie prolétarienne qui éduque toute la population dans l'esprit de servir le peuple. Comment peut-on imaginer un peuple d'esclaves étouffés par le parti, capable de transformer à ce point le visage d'une société, car si Broyelle et Tschirhart se moquent de ceux qui vantent la Chine, ils ne sont jamais capables de démontrer, ne serait-ce que sur un point, l'irréalité des succès remportés dans tous les domaines par la Chine.

Se refusant à nommer la classe sociale que représente le Parti, il est aisé de comprendre que les Broyelle ne veulent pas parler du contenu de classe de la démocratie ; à quoi sert la démocratie et qui sert la démocratie ? Deux questions capitales : nos Broyelle sont pour la démocratie pure, c'est-à-dire pour le droit d'expression de tout point de vue, mais que la démocratie soit finalement un moyen pour atteindre un but, ça ils n'en parlent pas. D'ailleurs, quel but, quelle société veulent-ils ?

A aucun moment, ils ne sont même capables de formuler des critiques constructives autres que celle de la disparition du parti unique... Or que les Broyelle le veuillent ou non, la classe ouvrière et tous les opprimés en général ont durement compris dans leur histoire la nécessité de disposer d'un État-major expérimenté.

Là où les capitalistes et les impérialistes ont été renversés, ce fut toujours sous la direction d'un parti marxiste-léniniste : en Russie en 1917, en Chine en 1949, en Albanie, au Vietnam, au Cambodge, en Corée... Libre aux Broyelle de n'en être pas satisfaits, mais ils auraient bien fait de modérer leur haine, la passion les trahit. C'est ainsi qu'ils écrivent : *«Faudra-t-il encore un, deux, trois Vietnam ou Cambodge pour que l'on se décide à tirer quelques leçons au lieu de dire chaque fois : Vous verez, la prochaine fois, ce sera différent ?»*

Comme si la lutte victorieuse des peuples cambodgien et vietnamien, lutte populaire menée d'abord avec les moyens du bord contre l'impérialisme US au sommet de sa puissance, avait été inutile...

Aveuglés par leur vision unilatérale des choses, les auteurs du «Deuxième retour de Chine» en viennent à confondre capitalisme et socialisme, et même à voir dans le capitalisme un modérateur du socialisme.

Henri JOUR

Le long combat de Mireille Bressolles

INTERVIEW DU COMITE DE SOUTIEN

Le 19 mai, dans la ville du ministre Soisson, Auxerre, mourait Mireille Bressolles. Agent pricinpal titulaire à l'hôpital d'Auxerre, elle était victime d'une sanction injuste, le 8 juin 1972. Le 7 mars 1977, elle entamait sa seconde grève de la faim, pour la levée de sa sanction. Elle devait décéder après plus de 2 mois de grève.

Aujourd'hui, le «Comité Bressolles» continue son combat.

Pourquoi Mireille a-t-elle eu des ennuis graves avec l'administration de l'hôpital ?

– Par exemple, il y avait des magouilles avec les médecins qui venaient faire des analyses sans payer le centre de transfusions sanguines, où elle

Des flacons de sang périmé !

«Les toubibs se servaient de sang périmé pour faire les transfusions. C'est le genre de choses que Mireille n'acceptait pas. Elle est même allée jusqu'à faire tomber volontairement un flacon périmé pour ne pas qu'il soit utilisé»

travaillait, et elle a arrêté tout ça.

Elle n'acceptait pas non plus qu'on vienne lui donner des ordres qui paraissent un peu cons. Avec d'autres, elle a essayé de monter un syndicat CGT. Ça n'a pas du tout plu à la direction. Avant, il n'y avait que FO.

Elle subissait aussi des pressions en tant que femme. On lui faisait des «propositions»... Elle a refusé tout le temps. Et si tu ne veux pas te laisser faire ceci ou cela, on te fait des ennuis.

L'administration l'a alors fait passer devant un conseil de discipline ?

– En voilà le texte : «A l'unanimité, émet l'avis que la sanction prévue au paragraphe D de l'article 12 du statut de stagiaire (exclusion définitive du service) soit appliquée à Mireille Bressolles et émet un avis défavorable à sa titularisation au grade d'agent principal».

En fait, son grade d'agent principal, on sait par d'autres documents qu'elle en était titulaire. C'est un des points sur lequel on se bat.

Par ailleurs, le conseil est normalement paritaire. Mais dans le cas présent, il ne peut être reconnu comme légal : le représentant du personnel n'était pas là, il fut remplacé par un membre de l'administration, nommé d'office.

Alors qu'est-ce qu'elle a fait ?

Comme on en a le droit, elle a refusé la sanction. Elle a continué a travailler à son poste. Ce qui demandait du courage !

Ensuite, on lui a signifié que son salaire allait baisser de moitié, du fait de la sanction. Puis on l'a dégradée : elle a été mutée à vendre les journaux dans les couloirs. En plus, elle était fliquée, on la suivait partout. C'est alors qu'elle a été obligée de demander sa mutation...

Mais elle a continué à se battre ?

Elle a fait personnellement un tas de requêtes auprès des tribunaux administratifs : le tribunal administratif de Dijon, le conseil d'Etat. Mais ils ont tranché dans le même sens que le conseil de discipline. Ça a duré 4 ou 5 ans.

Ensuite, elle commence sa première grève de la faim ?

– En janvier 77. Elle est entrée en contact avec le «Groupe femmes» d'Auxerre, qui a pris son action en charge. Comme c'était pas longtemps avant les élections municipales, le lendemain, des représentants du procureur sont venus lui promettre de

5 ans de lutte

le 8 juin, Mireille était injustement sanctionnée.

Pendant 5 ans, elle fait appel en justice. Elle fait alors différents métiers pour vivre et élever son fils Fabrice dans un autre hôpital, aide-ambulancière, chauffeur-livreur, chez un boulanger, femme de ménage, etc.

le 7 mars, elle entame sa seconde grève de la faim à l'église Sainte-Geneviève. Après 72 jours de lutte, elle meurt à l'hôpital le 19 mai 1977.

tout régler au plus vite. Alors, elle a arrêté la grève.

Mais quand elle a vu qu'elle n'avait rien du procureur, elle a recommencé la grève de la faim le 7 mars. Comme c'était encore avant les élections, des représentants de Soisson sont venus la voir en promettant de la faire suivre médicalement pendant la grève. Après cela, on ne les a plus revus.

Soisson a une double responsabilité dans cette affaire : en tant que maire et en tant que président du conseil d'administration de l'hôpital de la ville.

Elle était suivie médicalement ?

On a contacté tous les toubibs d'Auxerre. Il a fallu attendre 15 jours pour qu'un cabinet médical veuille bien s'en occuper. Mais d'une part, il voulait rester incognito et d'autre part on n'arrivait pas à savoir quoi que ce soit ! Ils ne nous disaient strictement rien. Ils étaient parfois 4 ou 5 jours sans venir. Au bout de 40 jours de grève, ils furent une semaine sans venir !

C'est pendant la grève que se crée le comité de soutien ?

– Il se crée à l'appel du «Groupe femmes» dans la presse et puis par pas

Un témoignage

«Pendant la grève, je suis allé la voir un midi, entre midi et deux heures. On ne pouvait décemment pas admettre que ce soit du bidon. Je suis resté une heure et demi à parler. Elle parlait de choses précises qui te révoltent tout de suite. D'autant plus qu'elle avait son dossier. Ce n'était pas du verbiage. C'est alors que j'ai rejoins le comité».

mal de gens qui sont venus la voir et discuter avec elle.

Le but du comité était de lui obtenir un poste dans le grade qu'elle demandait et de mettre sur la place publique toute l'affaire. En deuxième point, on se battait aussi pour la réouverture du dossier.

On a surtout fait un travail de popularisation : tracts, passages en ville avec des voitures-sono, manifestations en voitures, etc.

Lors d'un meeting organisé par le comité de soutien, le comité a appelé publiquement les organisations syndicales et de gauche.

Et quelle fut la réponse ?

– Il y a eu une réunion pour faire un tract avant l'occupation de la mairie. Tout le monde semblait d'accord après bien des discussions austères... Le lendemain, le PCF et la CGT sont venus en disant : «Pas question pour nous de signer avec le comité de «soutien». Pour eux, on était des «irresponsables».

Quant à l'occupation de la mairie !

Mais il y a eu l'occupation de la mairie quand même. Après un meeting à la Bourse, on a décidé de manifester en ville. On est entré à la mairie. Soisson a refusé de nous recevoir. L'occupation fut décidée. A 3 h et demi, les flics sont venus pour nous vider. Après cette affaire, il n'y a plus eu de contacts du comité avec la CGT et le PCF. Il reste seulement les sections CGT de base qui sont au comité depuis le début avec d'autres sections syndicales : la CFDT, la FEN et aussi des militants du PS et du PSU.

Il y a même eu des ouvriers de chez Fruehauf qui sont venus voir Mireille pendant la grève, des syndiqués, qui ont dit : «On n'en a rien à foutre de la position de l'UL-CGT, on trouve ça dégueulasse. Nous, on vient».

Pour finir, Mireille a obtenu satisfaction : sa réintégration au même grade. L'accord était obtenu... 5 jours avant qu'elle ne meure !

Et maintenant, quelle est la situation ?

– Il faut tout d'abord parler des réactions à la mort de Mireille, dont certaines furent dégueulasses.

Un article de la CGT qui dit par exemple : Le comité de soutien par son activité irresponsable, n'a pas permis aux UL et UD-CGT de mener une action responsable afin que Mireille obtienne rapidement satisfaction.

Bref, si elle est morte, c'est à cause de vous ?

– En discutant avec des responsables CGT pour eux c'est bien ça : le comité a une responsabilité dans la mort de Mireille ! Et après cet article, une interview à France-Inter où la CGT a dit que le comité avait fait de Mireille un «martyr vivant» et qu'il voulait en faire maintenant un «martyr mort».

La CGT a aussi refusé que le comité prenne la parole à la manifestation syndicale du 24 mai. Ils ont quand même accepté de lire notre appel à la manifestation du lendemain, parce que ça gueulait à la base !

Ce qui n'a pas empêché que le jour des obsèques, le 25 au matin, la CGT ne s'est pas gênée : elle n'a pas eu peur de venir avec une gerbe d'œillets rouges ! Le PCF aussi d'ailleurs !

Propos recueillis par Philippe LECLERQ

Le 3 juin, le comité de soutien s'est transforme en comité «Bressolles». Il demandera le statut d'association régie par la loi de 1901.

Les premières actions envisagées

Publication d'une brochure et d'un livre
– organisation d'un gala de soutien (au fils de Mireille)
– appel en justice

Le but du comité

dénoncer les responsables de la mort de Mireille et la réhabiliter.

Une adresse :

Sophie Fratani
Allée de la Collémine
ZAC
89000 Auxerre
Tél : 52 63 30

EBOUEURS

APRES PARIS, VALENCIENNES

L'unité se construit dans la lutte

Des conditions de travail très dures, des salaires particulièrement bas, une très forte proportion de travailleurs immigrés : voilà les traits qui caractérisent le plus souvent les entreprises de nettoiement. Après ceux de Paris, en même temps que ceux qui nettoient les couloirs du métro, les éboueurs de Valenciennes sont en lutte.

Après deux semaines de grève, les ordures commencent à s'entasser dans les rues de Valenciennes, comme dans les 5 autres villes où la Sertiru «nettoie».

Les éboueurs tiennent bon, et la preuve une fois de plus est faite : face au patron, qu'on soit Français ou immigré, l'intérêt est commun ; pour lutter, pour ne pas se laisser écraser, il faut s'unir, et dans la lutte on s'unifie.

Diviser pour règner : c'est bien connu !

Aussi, le patron s'y employait à opposer les Français, le plus souvent chauffeurs, et les immigrés qui «ramassent». Mais aujourd'hui, dans la lutte, ils sont là ensemble, au piquet nombreux et solides, le jour comme la nuit.

Aujourd'hui, après 15 jours, l'important, c'est aussi la solidarité. Quand elles sont bien préparées, les collectes marchent bien sur les marchés ou dans les autres usines.

Les grévistes de la Sertiru sont allés voir les travailleurs de l'entreprise Malaquin toute proche et qui s'occupe aussi de nettoiement, et le 1er juin, ceux de Malaquin débrayaient en solidarité et présentaient leurs revendications. Voilà ce qu'il faut développer !



Après deux semaines de grève... (Photo HR)

Un piquet solide le jour comme la nuit (Photo HR)



CONDITIONS DE TRAVAIL

Pour des salaires de 1 600 à 2 500 F par mois, les 500 ouvriers travaillent 45 h par semaine dans des conditions déplorables.

Sécurité

Un jour de brouillard, une voiture dont le conducteur n'a pu voir un camion-benne mal éclairé s'écrase sur l'arrière du camion : deux travailleurs sont tués !

Il a fallu cela pour que le patron fasse installer un minimum d'éclairage que les travailleurs réclamaient depuis longtemps et trouvent encore bien insuffisant.

Retenues sur salaires

Le patron ne rate pas une occasion pour grignoter sur le salaire déjà bien maigre.

Ainsi, pour une plaque d'égoût (en ciment ou en fonte) cassée par le poids d'un camion, il en coûte 650 F aux travailleurs «coupables» !... Bien sûr, le patron, par ailleurs assuré, se fait de plus rembourser !

Seul le fric compte

Les chauffeurs ne doivent pas monter sur les trottoirs : ils risqueraient d'abimer les pneus. D'ailleurs, on tire au maximum sur un matériel que son usure rend dangereux. Tout cela permet au patron de faire de bons profits et d'investir...

A part ça, il n'a pas de fric pour satisfaire les revendications des travailleurs !

Comment lutter contre le chômage et les licenciements

Licenciements, chômage, c'est le visage quotidien du capitalisme, quelle que soit l'étiquette «gauche» ou droite qui lui est attribuée. Le Programme commun de la fausse gauche et autres réformes bourgeoises n'y changeront rien, ce qui règne ou règnera en maitre, c'est la loi du profit, de la rentabilité.

Si cela est inévitable en système capitaliste, il n'en est pas moins vrai que la classe ouvrière cherche à se donner les moyens nécessaires pour remporter des succès, même s'ils sont constamment remis en cause :

— partir d'un point de vue de classe c'est-à-dire : ***Pas un seul licenciement, du travail pour tous !***

— s'organiser, en adoptant les formes de lutte les plus efficaces : ***Contre les licenciements, occupons les usines.***

— déjouer les pièges des agents de la bourgeoisie infiltrés dans les rangs ouvriers, (les dirigeants des partis dit de «gauche» et des confédérations syndicales), qui, en prônant la négocation (des licenciements) à tout prix, cherchent à entrainer les travailleurs en lutte dans une impasse et finalement à leur faire accepter 30 licenciements au lieu de 50. ***On ne négocie pas les licenciements, on les refuse !***

— réaliser l'unité de la classe ouvrière — Français et immigrés, syndiqués et non syndiqués — l'unité des ouvriers et des employés, des ouvriers et des petits paysans sur la base des intérêts de classe des ouvriers. Cette unité est indispensable pour faire échec à la répression patronale, alliée à la répression policière. ***Unité à la base et dans l'action, CLASSE ouvrière contre CLASSE bourgeoise.***

— réaliser la plus large démocratie (assemblée souveraines, comité de grève et de quartier...) pour que ce soit les travailleurs qui décident en tout et non quelques bonzes syndicaux...

Tout cela est difficile, mais néanmoins réalisable, certains succès en témoignent : tel Orlane à Orléans, Câbles-de-Lyon à Clichy ou Lip à Besançon.

A côté de ça, beaucoup ont échoué du fait du sabotage de la lutte par les dirigeants révisionnistes et réformistes.

Quand les licenciements ont eu lieu, que faire contre le chômage ? Plus d'un million et demi de chômeurs, cela représente un potentiel énorme, mais qui est généralement inorganisé.

Quelles perspectives ? Les problèmes des chômeurs concernent toute la classe ouvrière. Il est nécessaire de soutenir de manière active et concrète les organisations qu'ils se donnent, tels les comités de chômeurs lorsqu'ils se placent sur de justes positions de classe, populariser et mettre en pratique l'unité des chômeurs avec les travailleurs actifs (par exemple, des actions communes dans les «Agences nationales pour l'emploi» comme cela a été à Paris dans le 18e).

Lorsque les organisations syndicales sont sur des positions de lutte de classe, il est positif que les chômeurs restent dans leur ancienne section et bénéficient de la solidarité de ceux qui travaillent.

La lutte des chômeurs, c'est aussi la lutte immédiate contre les conséquences du chômage :

— logement : contre les saisies (un grand nombre de succès ont été obtenus dans ce domaine), pour la gratuité des loyers ou tout au moins pour leur sensible diminution.

— nourriture : obtenir des conditions exceptionnelles telles que la gratuité des restaurants universitaires, des cantines et des crèches pour les enfants des chômeurs.

— transports gratuits : là aussi, quelques succès ont été obtenus dans plusieurs villes (Toulouse...)

— écoles et lycées : gratuité totale des études et des livres nécessaires.

Toutes ces luttes sont à relier au fait que c'est le capitalisme qui en est la cause et qu'en fin de compte c'est lui qu'il faut abattre pour se débarrasser du chômage.

Serge LAFORGE

Drôme et Ardèche

Les petits producteurs de fruits sont à bout.

Les difficultés qui s'amoncellent sur le dos des petits producteurs de pêches dans une région comme la Drôme ou l'Ardèche sont devenues depuis la dernière campagne absolument insupportables. Aussi ne faut-il pas s'étonner que les pratiques spéculatives du gros négoce des fruits et légumes aient suscité les réactions violentes que l'on sait l'été dernier... Face aux importations sauvages qui faisaient chuter les cours alors que la production, pour la première fois depuis 3 ans, si ce n'est plus, avait été épargnée par les calamités, les petits producteurs ne pouvaient rester sans réagir. L'avenir ne leur a pas donné tort. Non seulement, les calamités ont repris cette année, mais les pratiques spéculatives des gros producteurs et du gros négoce deviennent de plus en plus scandaleuses.

Bien que le gel des pêches cette année semble, dans l'ensemble des deux départements, avoir été beaucoup plus faible qu'en 1975 où la totalité de la production avait été anéantie, plusieurs secteurs sont fortement touchés : notamment au nord de Valence dans la région de Saint-Rembert d'Albon, et dans les vergers situés sur les premiers plateaux de l'Ardèche.

6 années noires sur 8

Cette situation est aggravée dans la région de Saint-Rembert par le fait qu'il s'agit de la cinquième récolte pratiquement détruite par les calamités depuis 1970. Si l'on ajoute à ces années noires la mévente de 1976, les producteurs de cette région n'auront eu que deux campagnes à peu près normales sur huit (70 et 72).

Pour les petits producteurs, nombreux dans cette région, pris par ce déferlement de sinistres, la spéculation de 1976 a été un véritable étranglement.

Les gros producteurs avaient essayé de s'adapter en diversifiant leur production (plantation de pommiers, augmentation des surfaces en céréales) ou en équipant les vergers par des systèmes d'aspersion antigel. Mais pour les petits producteurs, arracher les vergers de pêches pour planter des pommiers c'est attendre 10 années sans récolter. Lorsqu'on est déjà endetté jusqu'aux os, ceci est impossible. Il ne reste plus qu'à faire des légumes ou des fraises mais le risque commercial est tout aussi important.

Pendant ce temps, les producteurs capitalistes cherchent à augmenter leur surface pour rembourser par ce moyen plus rapidement leurs prêts-calamités.

Alors que la majorité des producteurs sont à la limite de la faillite, ces pratiques spéculatives ont amené une hausse des fermages et une augmentation du prix des terres qui empêchent les jeunes de s'installer.

On voit que dans cette région l'appât d'un bénéfice sans scrupule et la volonté farouche de profiter des plus faibles qui animent les plus gros arboriculteurs, ont pénalisé les petits producteurs d'une manière presque aussi importante que les calamités climatiques.

Dans les autres secteurs de la région, la production de cerises est, dit-on, compromise car les pluies excessives ont amené un éclatement des baies.

Les abricots et les poires sont très touchés par le gel. Mais n'en doutons pas cela ne sera pas de même pour les gros producteurs, car il y en aura pas mal qui auront réussi à épargner une partie de leur production : l'éparpillement de leurs vergers permet de limiter les risques et il y a toujours des zones qui ne sont pas touchées. Pour ceux-ci, le malheur des petits fera tout leur profit, car ils profitent des prix élevés que la rareté du marché pourra amener. C'est comme cela toutes les années sinistrées...

Les bonnes années commes les mauvaises, le gros négoce spécule

Les autres années, comme on a pu l'observer l'an dernier, le gros négoce cherche à se couvrir au moindre coût en continuant à importer à partir des pays où le travail des ouvriers agricoles est encore moins bien payé qu'en France. Il s'en suit une baisse des cours les années d'abondance. Mais tous les producteurs ne ressentent pas de la même manière la baisse des cours. Les gros producteurs ont accumulé des réserves depuis des années de superprofit ; à la limite, ils peuvent se permettre de ne récolter que les variétés qui sont les mieux cotées. Mais généralement, ils préfèrent inonder le marché en jouant sur la quantité. Pour cela, ce n'est pas difficile : pour un fruit comme la pêche, il suffit de supprimer l'éclaircissage (cette opération, qui se fait au printemps, vise à supprimer les fruits de petit calibre), ce qui amène la plupart du temps une baisse de rendement en améliorant la qualité. Les années favorables à la production, le gain est double pour le producteur capitaliste : économie du salaire des ouvriers payés pour l'éclaircissage, augmentation du rendement.

L'augmentation du rendement permet de compenser la baisse des prix ; pour se prémunir contre la mévente, il ne lui restera qu'à profiter à plein des subventions accordées aux retraits du marché par le gouvernement.

Le trafic sur les aides

Car à ce niveau, il se produit un trafic «à la barbe» — parait-il — des contrôleurs du ministère de l'Agriculture qui, le plus souvent, ferment les yeux ! Pour les gros producteurs, les mesures de retrait sont une véritable aubaine.

C'est un moyen de se débarrasser des fruits invendables en se les faisant payer. Bien souvent, le contrôle des tonnages mis au trou permet toutes les tricheries, car les agents du ministère se limitent à compter les caisses vides... Dans ces conditions, la remarque que nous faisait un producteur de la région n'est pas étonnante : *«Depuis que le retrait est ouvert, on a l'impression que les cours ont tendance à baisser ; il n'y a plus de remontées brèves comme avant... les pêches étaient jetées l'an dernier à 0,70 F, à ce prix-là aucun gros producteur n'aurait accepté de les vendre au consommateur».*

Le retrait est une véritable gabgie qui ne peut profiter qu'aux gros producteurs ; loin d'assainir le marché, il incite à augmenter la production des gros vergers ; ce n'est pas difficile d'arriver à ce résultat, car 7 % des producteurs produisent 1/3 de la production d'un département comme la Drôme.

Les petits producteurs ne peuvent plus accepter cette situation qui s'ajoute à l'injustice des aides prévues pour indemniser les calamités.

Ils prennent de plus en plus conscience de la nécessité de revendiquer un revenu garanti jusqu'à un certain niveau de production. Un rapport établi à partir des propositions des petits producteurs des cantons nord de la Drôme limite le prix garanti à la production moyenne d'un verger de 5 ha par «travailleur» familial. Même si ce type de revendication doit être encore examiné avec prudence pour éviter les injustices des gros producteurs, on peut penser qu'il y a là un axe de lutte intéressant ; mais encore faut-il l'imposer...

Les petits producteurs, qui sont condamnés à disparaître par les pratiques spéculatives du négoce, et par le désir de gain toujours plus grand des «arboriculteurs» capitalistes, n'ont qu'une seule solution : la lutte violente et résolue pour défendre leurs intérêts avant qu'il ne soit trop tard. Les réformes ne tomberont pas du ciel, même en cas de changement de gouvernement, seule une lutte continue, dirigée par les plus exploités, pourra permettre de riposter à l'étouffement du système capitaliste

Un reportage de Pierre TELLIER

Les Halles de Rungis. Les petits producteurs sont condamnés à disparaitre par les pratiques spéculatives du gros négoce.

Les vieux travailleurs sont les plus touchés par la hausse sur les fruits et légumes. Mais cette hausse n'est pas perdue pour tout le monde... Les intempéries ont bon dos !



L'ECOLE D'HABY

Voici venir le temps des examens et des commissions d'orientation scolaire. Parmi les enfants mal notés et qui seront orientés vers les classes de réadaptation et le cycle court, il y aura encore une majorité d'enfants d'ouvriers. Pourtant à la maison et dans leur milieu, ils sont actifs, débrouillards, aussi intelligents que les autres.

Depuis Jules Ferry, la bourgeoisie veut faire croire que l'«école laïque et obligatoire» met tous les enfants à égalité devant la vie quelle que soit leur classe sociale.

Haby ne fait que reprendre ce refrain quand il parle «d'égalisation des chances». En fait, les programmes, le contenu, et même le langage scolaire sont conçus de manière telle qu'ils avantagent nettement les enfants des couches moyennes et de la grande bourgeoisie.

Ils sont déjà préparés par leur milieu familial à développer les formes d'intelligence abstraite, coupée de la pratique et de la réalité, qui leur permettront de réussir dans la compétition scolaire.

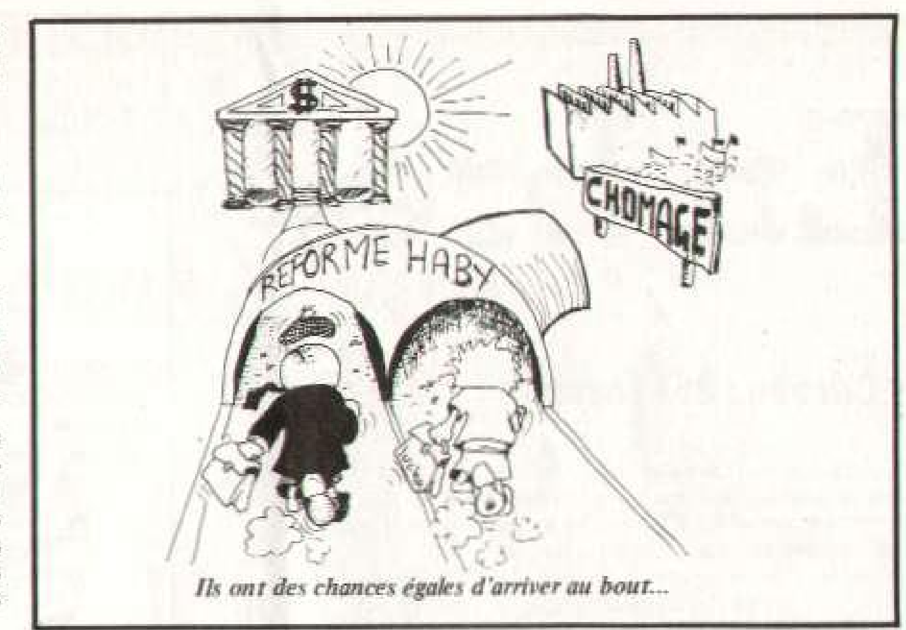
Par contre, les enfants d'ouvriers seront désavantagés quelle que soit la bonne volonté des maîtres. L'univers tel que le présentent les livres de classe est bien différent de ce qu'ils constatent par leur propre expérience. Les formes et réflexions et les tournures de langage des livres ne sont pas celles dont ils ont l'habitude dans leur milieu familial. Ainsi, dans un livre de grammaire pour enfants de 10 ans, on peut lire : «Parfois, je m'octroie généreusement» ou encore «Il vengera bravement les outrages perpétrés».

Certes, acquérir un langage riche et diversifié est une bonne chose. Mais si l'école emploie dès le début des mots aussi compliqués c'est comme moyen de sélection,... un moyen parmi bien d'autres.

Les chiffres sont là : 23 % seulement des enfants de cadres quittent en «retard» (après 11 ans) l'école primaire, contre 64 % des enfants d'OS.

Si l'école capitaliste permet d'apprendre à lire, écrire et compter, elle joue également un rôle de sélection qui permet de reproduire sans en avoir l'air la division de la société en classes.

La grande majorité des enfants d'ouvriers est orientée vers l'enseignement court préprofessionnel menant à des métiers d'ouvriers ou de petits employés. Par contre, la plupart des enfants de la bourgeoisie feront «des études» pour aboutir à des fonctions d'encadrement ou de direction.



Ils ont des chances égales d'arriver au bout...

EGALITE DES CHANCES ? NON ! SELECTION ACCRUE

EXAMENS ET TESTS : *Des instruments de sélection*

On peut prévoir à l'avance, en gros, les enfants qui selon leur origine sociale réussiront bien leurs examens ou auront des notes médiocres.

Or la bourgeoisie a besoin pour mettre hors de cause la société actuelle et l'école capitaliste de faire croire que la réussite scolaire est uniquement une question d'aptitude et d'intelligence.

Avec les tests de «quotient intellectuel» (QI) elle a trouvé le moyen de «prouver» à tous les coups que si des enfants réussissent mal à l'école c'est soi-disant par manque d'intelligence.

En effet, ces tests basés sur les acquis scolaires et une culture familère aux enfants de la bourgeoisie, reflètent forcément les résultats scolaires. Les enfants qui réussissent mal à l'école auront de mauvais résultats aux tests. Il suffit de prétendre ensuite que ceux-ci mesurent l'intelligence et le tour est joué.



Pour faire passer sa réforme de sélection accrue, Haby s'appuie également sur des arguments pseudo-scientifiques et la «psychologie de l'enfant». Cela lui permet sous prétexte d'adapter les rythmes scolaires aux enfants de séparer les bons des «mauvais» élèves. Il va même beaucoup plus loin puisqu'il met l'accent sur le fait que l'école «permet la détection précoce et le traitement pédagogique des handicapés éventuels». Il veut ainsi faire passer pour des «inadaptés» ou des «handicapés» un nombre croissant d'enfants qui ont des difficultés à l'école.

Il faut empêcher que les enfants soient ainsi étiquetés, d'autant que la loi d'orientation sur l'enfance de 1975 permet de les transférer alors éventuellement dans un circuit dit «spécialisé» où ils seront traités en malades.

Des parents d'élèves et une institutrice donnent leur avis

Une institutrice

La sélection se fait de plus en plus tôt et devient de plus en plus sournoise. Ce n'est pas pour rien qu'on exige des enfants d'apprendre à lire dès six ans et en une seule année.

Pour beaucoup d'entre eux, c'est une véritable épreuve à laquelle ils sont mal préparés surtout s'ils sont issus de milieux ouvriers. C'est pour cela qu'on voit se multiplier des troubles d'apprentissage qu'on baptise avec des mots savants tel «dyslexie» pour faire croire qu'il s'agit de maladies... alors que c'est l'école capitaliste qui est responsable !

Il serait possible d'atténuer dans une certaine mesure la sélection par l'apprentissage de la lecture en donnant par exemple deux ans à tous les enfants pour apprendre à à lire et en gardant certains d'entre eux en maternelle jusqu'à 5 ou 6 ans pour qu'ils acquièrent une maturité suffisante. Mais cela demanderait davantage de maîtres.

Haby veut au contraire licencier des maîtres tout en renforçant la sélection.

Ainsi les groupes de niveau différent qu'il veut créer dans une même classe ça demande davantage de travail. Son projet risque donc de conduire tout droit à la séparation en classes pour «forts» et «faibles» et à renforcer les filières dès le départ.

Une mère de famille

Les classes de «rattrapage», il y en a des tas avec des noms différents, sont souvent des pièges. Je connais un enfant de six ans qui y a été envoyé. Au bout de trois mois seulement de cours préparatoire, sous prétexte de lui éviter de redoubler.

Depuis il passe son temps à faire des dessins, de la peinture et n'apprend pas grand chose en lecture. Avant, il était un peu timide, c'est tout, mais tout à fait capable. Maintenant, il est réellement complexé, et aura bien du mal à reprendre un rythme scolaire normal. Il accumule du retard au lieu d'en rattraper.

Une autre mère de famille

Dès la maternelle, c'est maintenant un véritable triage. On demande la profession, les diplômes des parents, etc. Quand j'ai dit que j'étais femme d'ouvrier, et mère de 10 enfants, j'ai tout de suite été cataloguée : «famille à problèmes.» Parce que mon gosse était petit de taille, timide, et dessinait des bonhommes pas tout à fait parfaits, (mais il n'aime pas dessiner), on l'a mis dans un cours préparatoire «lent». Or, de nos jours, les enfants ont vite fait de se retrouver en SES où ils végètent en attendant le chômage ou l'apprentissage à bas prix. Ceux qui veulent faire un métier qui nécessite des études se heurtent vite à des barrages. Ainsi, ma fille voulait passer le Bac pour être infirmière, mais on l'a orientée en CET parce que ses professeurs n'étaient pas absolument sûrs qu'elle réussisse la 4e. Et en cas d'échec, elle aurait eu du mal à 15-16 ans à rentrer en CET où on manque de places. Elle prépare maintenant un diplôme d'agent de collectivité qui ne lui permettra même pas d'entrer dans un hôpital comme agent hospitalier.

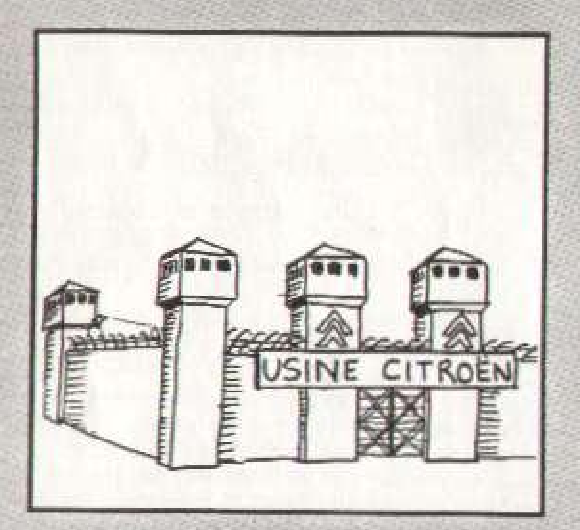
Jean NESTOR

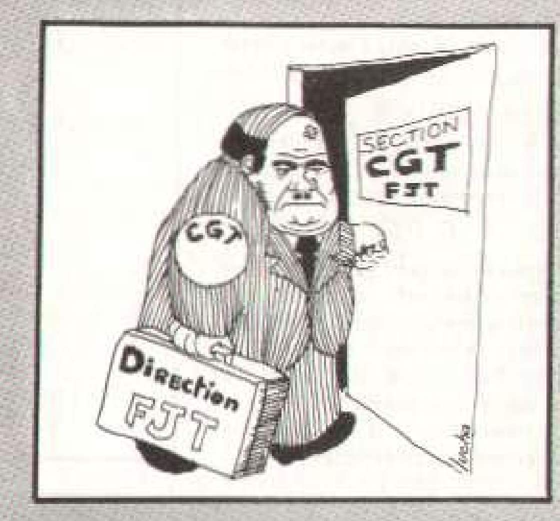
En bref

• Citroën : CFT fasciste !

Plusieurs ouvriers de l'usine d'Aulnay-sous-bois qui osaient braver la CFT ont été victimes récemment d'agressions.

Ainsi, monsieur Andrejec, délegué CGT yougoslave, a eu les quatre pneus de sa voiture tailladés au couteau. M. Demirtas, travailleur turc a été battu dans les vestaires par plusieurs individus. Le 18 mai, Mehmet Tanriverdi, OS de nationalité turque, qui avait osé se présenter sur une liste CGT, a été attaqué alors qu'il se trouvait à son poste de travail et blessé à coups de tournevis. La direction non contente d'avoir suscité cette agression menace de le licencier «pour s'être battu».

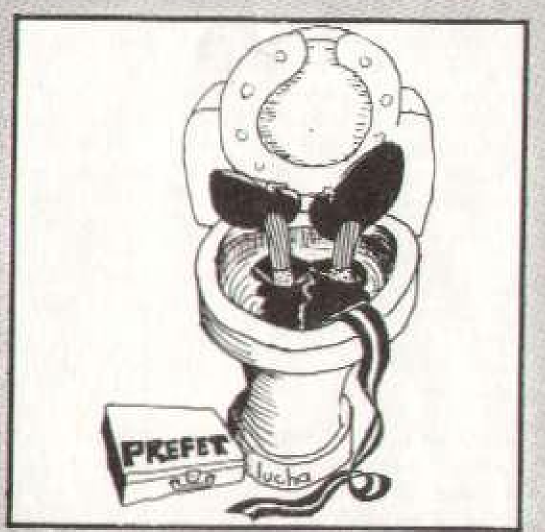
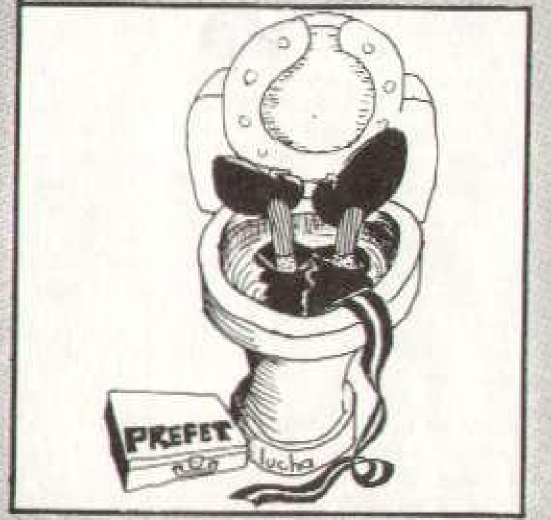




• Le Pellerin : non à la centrale nucléaire

Le sous-préfet de Loire Atlantique, qui a l'ordre de hâter la construction de cette centrale, malgré l'opposition de la population, a ouvert une enquête «d'utilité publique». Mais il a bien du mal à faire appliquer cette formalité administrative. Qu'on en juge !

Quand il est venu au Pellerin et à Cheix-en-Retz, la population l'a accueilli en le bombardant de purin. Lorsqu'il a voulu déposer les dossiers dans les mairies, les manifestants ont bloqué les portes. Il a alors transformé pour la circonstance des véhicules en «mairies annexes»... mais elles ne pouvaient fonctionner sans la présence et l'intervention de CRS. Enfin, à Coueron une quarantaine de manifestants ont réussi à s'introduire dans la mairie en neutralisant les gardes et a emporter les dossiers pour les brûler. M. le sous-préfet n'est pas au bout de ses peines.

• Auxerre : un directeur musclé...«militant CGT»

Les résidents du foyer de jeunes travailleurs exigent de la direction l'arrêt des brimades et la réintégration d'un travailleur de nuit. Un animateur du foyer s'etait rangé à leur côté. Pneus crevés, violences des gardes, la direction n'y est pas allée de main morte pour le «démissionner». Or, fait particulier, le directeur du foyer, un dénommé Cattagny, est militant de la CGT.

La direction locale de ce syndicat, à coloration PCF, s'était déjà illustrée en déclarant que la responsabilité de la mort de Mireille Bressolles incombait... au comité de soutien. Cette fois-ci, elle va encore plus loin en défendant «l'entreprise» et en s'attaquant au travailleur licencié ! «Devant les difficultés financières du foyer, déclare-t-elle, il est inadmissible que des nihilistes s'attaquent à de vieux militants bien connus de tous»... Surtout connus comme des champions de la répression !

FOYERS SONACOTRA
Les activités culturelles, une arme dans la lutte

Le 11 juin, les résidents des foyers Sonacotra organisent la fête de l'unité. Unité des 24 nationalités, qui s'est forgée dans la lutte contre les foyers-prison qui dure depuis plus d'un an. Nous avons interrogé un travailleur résident des foyers et membre de la Commission culturelle du Comité de coordination. Nous lui avons demandé comment les activités culturelles les avaient aidés dans leur lutte.

La Commission culturelle est l'une des cinq commissions du Comité de coordination. Elle participe à toutes les autres commissions. Grâce à cette commission, les résidents gardent le moral, car la lutte est longue.

Quel est son rôle ?

Son rôle dans les foyers : elle anime les foyers. Avec la commission, on prend ainsi contact avec les résidents qui connaissent les cultures des pays d'origine pour unir les travailleurs de toutes les nationalités. On a passé des films de plusieurs nationalités sur les luttes dans les pays d'origine, après chaque film, on organisait un débat. On envisage le plus rapidement possible des films sur les luttes des différentes nationalités (Turcs, Portugais, Espagnols) pour que les résidents parlent de leurs pays, comment ils le voient, etc.

Déjà des dessins sur la lutte ont été réalisés par des résidents qui aiment dessiner. Mais c'est dur pour démarrer. On va essayer de les aider. On a organisé des soirées dans les foyers de Montreuil, de Saint-Denis, de Pierrefitte, de Nanterre. Notre but c'est de faire participer les résidents à toutes les activités : photos, montages-diapos, linogravures, etc.

Chaque semaine, nous avons fait 3 animations dans trois foyers différents (le vendredi, le samedi, le dimanche), cela depuis 4 mois. Les deux thèmes de cette animation portaient sur la lutte elle-même et sur la Palestine.

A Champigny, nous avons créé une pièce avec le comité de soutien. C'est une bonne initiative. Il faudrait que chaque foyer monte sa propre pièce de théâtre pour expliquer comment s'est déclenchée la grève et pour expliquer les problèmes spécifiques à chaque foyer, les gérants, etc.

On voudrait aussi avoir notre propre bibliothèque avec des livres choisis par nous, parce que les livres de la Sonacotra, c'est «Le chat botté», «Les trois mousquetaires», «SAS» ou «James Bond». Ils prennent vraiment les résidents pour des tarés.

Les flippers, on les a mis dehors

Avant, il y avait des jeux, des flippers, des baby-foot, on les a mis dehors. On ne voit pas pourquoi on donnerait de l'argent aux bourgeois contre qui on se bat. On a maintenant d'autres activités, la linogravure, le dessin la photo, l'alphabétisation, la bibliothèque et les activités des pays d'origine. On a engagé une lutte contre l'alcoolisme (pour la Sonacotra, l'animation c'est un frigo avec des canettes de bière, un flipper et une télévision).

On est allé plus loin sur le tiercé, il y en a qui ne jouent plus. Dans certains foyers de province, c'est le gardien qui tient le bureau du tiercé. Ils poussent les gens à la catastrophe.

Depuis la lutte, on a pris conscience de ce qu'était la télévision. Elle passe des conneries sur les immigrés. Au moment de la lutte, ils ont diffusé un film sur un «superfoyer». Dans l'émission du dimanche sur les immigrés, il n'y a jamais un immigré qui s'exprime, on ne parle jamais du racisme, des expulsions et de la crise. La salle de télé est faite pour 50 personnes alors qu'on est 350 dans le foyer.

Le sport : un moyen de rencontre

Avec la grève, nous avons rejeté toutes les activités Sonacotra. Avant, dans l'équipe de notre foyer, il y avait 6 résidents plus 5 autres joueurs imposés par la municipalité. Nous avons fait une autre équipe formée uniquement de résidents, mais, eux, continuent à jouer avec l'équipement du foyer, payé par nous, mais ça n'a rien à voir avec nous.

On ne joue pas seulement entre nous. On a joué puis on a discuté et bu ensemble avec des Portugais



Lors d'une soirée culturelle, musique et danses traditionnelles (Images du peuple).



Méchoui préparé par les travailleurs immigrés d'un foyer pour une journée portes-ouvertes (Images du peuple)

d'une cité Logirem, avec une équipe sénégalaise d'un foyer de Charonne, avec une équipe de soutien à la Palestine, avec un autre foyer de l'APEF. On envisage un tournoi après la fête avec beaucoup de nationalités. C'est important.

On va organiser des sorties, un car par foyer, pour aller au bord de la mer ; à la montagne, etc. Si on voit 20 cars qui partent ensemble, c'est formidable !

Ces sorties ne sont pas seulement pour les résidents mais aussi pour les gens du quartier. Pour aller rencontrer les gens qui nous soutiennent en province, pour aller voir d'autres foyers qui ne sont pas encore en grève.

Le fonctionnement de la Commission

Dans la Commission culturelle, on n'a pas les moyens d'utiliser certaines techniques, le matériel, etc.

La Sonacotra ne les a jamais donnés. C'est pour cela que nous avons demandé une aide ou soutien. Des travailleurs sont venus nous soutenir pour ces activités. Voilà plus d'un an qu'on travaille avec eux. On pense continuer jusqu'au bout. On a fait du très bon travail, toujours sous notre direction. On propose, on contrôle ou bien ils proposent mais nous on dirige toujours.

On a réalisé ainsi le montage-diapos, le film qui n'est pas encore fini, le film sur le meeting du 24 octobre, des banderoles, des peintures, l'expo-photo qui a lieu en ce moment, des séries de photos où nous fixons nous-mêmes ce qu'il faut photographier. Pour l'expo, nous avons décidé des titres des panneaux, nous avons choisi les photos et les légendes. On a fait ensemble le calendrier, les cartes-postales, les affiches, les tee-shirts, on a organisé les fêtes et les meetings ainsi que la mobilisation pour les manifestations. On a monté une chorale à Champigny, à Garge-les-Gonesses, on a fait des dessins à Champigny et à Montreuil. On a monté un groupe de musique turque. Des poèmes à Corbeil. On a réalisé un montage à Chelles avec des étudiants, un montage sur les gérants.

Les résidents travaillent pour le journal du Comité de coordination. Ils nous écrivent des articles. On nous reproche quelquefois que ce n'est pas politisé. Mais ce qu'on pense, nous, c'est que les résidents s'expriment comme ils peuvent, comme ils sont !

C'est peu, mais c'est déjà beaucoup pour nous ! Avant, il n'y avait rien. Il n'y a qu'un an qu'on existe, on va faire encore beaucoup.

Renforcer la commission

Il faut chercher à renforcer la commission culturelle, en particulier avec des résidents, c'est le plus important. Il faut qu'ils fassent les mêmes choses que les gens qui nous aident. On pense que même après la lutte le comité de coordination va continuer les actions culturelles aussi. On veut faire participer les travailleurs plus massivement. Ceux qui travaillent dans la commission culturelle sont plus déterminés. La commission culturelle a un très grand rôle dans les foyers, ça maintient le moral. Par exemple, si on passe un film, ils se disent : «Avant la lutte on ne pouvait pas». On ne peut pas tricher avec eux ; les résidents connaissent leurs amis, les faux amis et les ennemis.

Maintenant on a appris à voir la propagande contre nous, dans les journaux, à la télé. Cette lutte est très importante pour cela.

Le film

Il faut faire à tout prix ce film. Surtout pour les foyers qui ne sont pas encore en lutte. Il parle de notre lutte telle qu'elle est. On ne veut pas d'un film où un gars nous dit : «Voilà ce qu'il faut faire et dire». On veut être dans le film comme dans la lutte. On va faire nous-mêmes le montage.

Pas assez de moyens

On n'a pas assez de moyens, d'argent et ça nous bloque : par exemple, pour passer chaque semaine des films, il manque des projecteurs, etc. Pour terminer le film aussi, pour le montage, le mixage, etc, il nous faut 2 millions encore et pour les activités aussi. La commission culturelle fait appel à tous les camarades qui veulent participer, aider matériellement ou proposer.

Propos recueillis par Alexis VERT et Léon CLADEL



Football professionnel
Un seul but, le profit

L'argent file, les buts rentrent,, les tribunes se vident. Herbin l'entraineur de Saint-Étienne renvoie Larquet. Pokou quitte Nantes, Rennes le plus vieux club professionnel français ne paye plus les déplacements de ses joueurs. Marseille va de crise en crise. Bianchi le «soulier d'argent» quitte Reims qui ne peut plus le payer à sa juste valeur pour le Paris-St-Germain ou Genève. Le football français est bien malade, mais de quoi souffre-t-il ?



Tous les moyens sont bons pour gagner : violence, dopage, etc.



Aux jeunes chômeurs, on offre le modèle de ceux qui ont «réussi», les vedettes. Mais il y a peu d'élus...

Pour être rentable, c'est le résultat qui compte : gagner le championnat ou la coupe.



2 milliards 500 millions d'anciens francs en juin 1975 de découvert bancaire dans les clubs professionnels. Vendre : un mot qu'on trouve souvent dans la bouche des dirigeants de clubs qui sont bien souvent liés aux entreprises capitalistes.

«Il s'agit de pouvoir vendre mieux le football au public», déclarait en 68 le président de l'AS St-Étienne.

Malade du fric

Chaque club de football professionnel est une véritable entreprise de publicité de promotion d'articles en tous genres. Le Nouvel Economiste du 12 avril 1976 précise : «*L'ASSE (Association sportive de St-Etienne) a la première assuré la vocation européenne de la ville*». «*Les industriels lui ont emboîté le pas*», a déclaré un des représentans de la Chambre de commerce. Un club au sommet, de réputation exceptionnelle peut devenir le moteur de l'économie locale et régionale.

Des chiffres : chaque match de coupe d'Europe fait une recette de 1,5 million de francs à la ville. (hôtels, restaurants) sans compter les droits de diffusion versés par la télévision. St-Étienne faisait 13 millions de chiffre d'affaire en 1976, contre 6,6 millions en 73. St-Étienne une entreprise qui compte cinquante salariés dont 17 professionnels ; St-Étienne, une équipe qui intéresse Manufrance comme support publicitaire, par le canal des maillots verts. Durafour déclarait : «*Une nouvelle technique commerciale vient de naître: Les firmes stéphanoises invitent leurs meilleurs clients — français et étrangers — à assister aux grandes rencontres. Il est bien rare que des contrats importants ne soient pas conclus dans l'euphorie de la victoire.*»

La décrispation

Le football professionnel en système capitaliste sert à détourner les travailleurs



Rush sur l'ivoirien Pokou du stade rennais. Il arrive à la fin de son contrat. Donc inutile de verser une indemnité de résiliation de contrat au stade rennais. A chaque fin de saison, c'est la ruée pour l'achat des joueurs considérés comme des machines à gagner.

de la lutte des classes. Il a un rôle idéologique et politique important.

On lui donne un rôle de défouloir et d'exutoire pour imposer la collaboration de classe. Le directeur de Manufrance, ne parlait-il pas d'«*étonnante décrispation dans les rapports sociaux*» et de «*lutte des classes passant au second plan*». Le rêve de ce direc-

teur c'était de faire vibrer toute la population stéphanoise à l'unisson autour des verts.

Gagner à tout prix

Pour être un bon support publicitaire un club professionnel doit gagner et faire parler de lui. Il ne peut y avoir qu'un premier, en tête de championnat. Dès lors, comment s'étonner des brutalités et des coups-bas sur le terrain ? Comment s'étonner que les footballeurs se dopent vu le rythme et l'enjeu des matchs ? Les dénégations de Michel Hidalgo dans *«Miroir du football»* sont démentis par les révélations fracassantes de *Beckenbauer* au moment de son rachat par le *«Cosmos» de New York.*

L'achat des joueurs

Si l'on veut gagner, il faut y mettre le prix. Un joueur, c'est d'abord une valeur financière qui doit avoir un bon rendement. Dès la fin de saison, les agents recruteurs prospectent et font de la surenchère : 200 millions de francs pour que Barberis aille en Suisse, 1 milliard cinq pour que Beckenbauer signe avec le «Cosmos» de New York. Les joueurs vedettes sont exigeants, ils changentsouventd'équipeselon les promesses qu'on leur fait. Aussi, les recruteurs se tournent-ils vers une autre formule : la détection-formation.

Les écoles professionnelles

Ces «recruteurs» vont embaucher des jeunes travailleurs français et immigrés pour qui le football apparaît comme le seul moyen de promotion sociale. Jeunes qui sont trompés par toute la presse sportive qui crée tout un mythe autour des vedettes professionnelles. Les recruteurs vont jusque dans les pays du tiers monde et en Guadeloupe.

Ces jeunes recrutés à 15 ou 16 ans ont le statut d'aspirant. Ils le resteront deux ans. Si tout se passe bien, ils pourront devenir stagiaire. Et s'ils «ont les qualités requises», ils deviendront professionnels. Les apprentis joueurs en stage n'ont pas le droit de faire autre chose que du football. Ils doivent faire une croix sur les études et la formation professionnelle. Ils doivent être célibataires (le sport, c'est une vocation, il faut tout lui sacrifier !) Ils gagnent des salaires de misère, aux alentours de 1 000 F au Paris- St-Germain. Dans la plupart des cas, ces joueurs ne deviennent pas professionnels. Il y a peu d'élus. Combien de jeunes travailleurs après avoir rêvé du Maracana de Rio, se retrouvent dans une file de l'ANPE, après avoir laissé tomber travail ou études. Non ! Décidément, même ces solutions que préconisent certains maires socialistes ne changeront rien au fond du problème qui est le profit.

Léon CLADEL

L'école de formation pour une bouchée de pain



QUELQUES BLAGUES

«Là où il y a oppression, il y a résistance», dit Mao Tsé-toung. Et la résistance populaire se manifeste sous mille etuneformes. L'humour en est une. Ainsi, dans les pays dominés par le social-impérialisme russe, le peuple a imaginé d'innombrables «blagues» pour dénoncer et ridiculiser les nouveaux oppresseurs bourgeois. On se les raconte entre amis, dès qu'on est sûr qu'il n'y a pas de flic à l'écoute. Ces blagues se réfèrent concrètement à la vie de tous les jours. Quand on dit «socialisme», c'est au régime en place qu'on pense – régime dont on sait bien qu'il n'a rien à voir avec le vrai socialisme.

Voici quelques-unes de ces blagues qui circulent sous le manteau en Allemagne de l'Est.

Quel est le principe sur lequel se fondent les échanges économiques entre la RDA et l'URSS ? – Le principe de l'égalité absolue, bien sûr. L'URSS livre un wagon de charbon à la RDA, et la RDA lui livre en échange un wagon d'instruments optiques de haute qualité.

Quelle est la différence entre le capitalisme d'Allemagne de l'Ouest et le «socialisme» d'Allemagne de l'Est ? – Le capitalisme d'Allemagne de l'Ouest c'est l'exploitation de l'homme par l'homme par l'homme. Le «socialisme» d'Allemagne de l'Est, c'est exactement l'inverse.

Est-ce vrai que l'URSS obtient cinq récoltes par an ? Oui, une en Pologne, l'autre en RDA, la troisième en Tchécoslovaquie, la quatrième en Hongrie et la cinquième en Bulgarie.

Est-ce que, pour la RDA, l'URSS est un pays ami ou un pays frère ? Un pays frère, bien sûr. Son frère, on ne le choisit pas.

En RDA, l'organe du parti, «Neues Deutschland», coûte 15 pfennigs, la «Pravda» 10 pfennigs seulement. Pourquoi «Neues Deutschland» coûte-t-il donc 5 pfennigs de plus ? – C'est pour les droits de traduction.

Question : Peut-il y avoir aux USA un régime «socialiste» comme en URSS ?
Réponse : Théoriquement oui. Mais pratiquement, en l'état actuel de son économie, la RDA ne peut pas se permettre de nourrir deux grandes puissances à la fois.

«Monnaie, salaire, commerce extérieur»

Regroupant trois brochures publiées aux Éditions du peuple de Shanghaï en 1974, cet ouvrage est un complément indispensable à la lecture du manuel «Étudions l'économie politique» (Éditions du Centenaire). Face aux théories des économistes bourgeois, il met concrètement en lumière les principes directeurs de la Chine socialiste dans les trois domainesfondamentaux considérés. A deux types de sociétés, capitaliste, et socialiste, correspondent de fait deux types de monnaie, de salaire, de commerce extérieur.

En système capitaliste, la monnaie sert à la classe dirigeante pour camoufler les rapports sociaux, et masquer la nature exploiteuse de l'inflation : c'est «une arme qui tue sans faire couler le sang».

Or, la monnaie est une «phénomène historique» qui devra disparaître au stade de la société communiste. Il s'agit donc de la mettre au service de la révolution socialiste, au service du peuple. Sa juste utilisation, nécessaire car la production et l'écahnge des marchandises existent encore, devra stimuler les liens économiques, entre la ville et la campagne, aider au développement planifié de l'économie, «incarner le principe socialiste de "chacun selon ses capacités, à chacun son travail"».

De même, le salaire est dans la société capitaliste, le prix d'achat d'une force de travail dont l'utilisation et la valeur sont décidées par la minorité dirigeante qui s'en approprie la plus-value apportée. En société socialiste, il devient une portion du produit social total, et reflète «les rapports sociaux des travailleurs, maîtres de leur pays, avec leur propre État.» Alors que dans celle-là la contradiction accumulation/consommation est antagonique, elle doit, dans celle-ci être résolue au sein du peuple par rapport aux exigences du développement de l'économie socialiste, de la consolidation de la dictature du prolétariat, de l'indépendance nationale et du soutien aux luttes révolutionnaires des peuples.

Sous le règne des impérialistes, «le négoce, comme le sol, se fonde sur le droit du plus fort» (Engels). Les révisionnistes affirment sans vergogne que «le droit souverain sur les ressources a des limites». Il faut arracher le masque de la division internationale du travail. Le commerce extérieur composante indispensable de l'économie nationale, doit aider à la conquête de l'autonomie par rapport à l'étranger et de la «confiance en soi». Reposant sur l'égalité, l'avantage réciproque, la complémentarité, il doit être au service d'une politique extérieure révolutionnaire.

Les deux sortes de monnaie, de salaire, de commerce extérieur, radicalement opposées, sont des manifestations de la «loi objective indépendante de la volonté humaine» qu'a défini l'économie politique marxiste et qu'a rappelé le président Mao : «Le système socialiste finira par supplanter le système capitaliste.»

Joël FABIEN

«Monnaie, salaire, commerce extérieur» : Éditions Eibel, Lausanne. En vente à la librairie «Aux Herbes sauvages». 25 F.

DEMANDE DE CONTACT

Parce que je considère que seule la dictature du prolétariat imposera la fin de l'exploitation et de l'oppression du capitalisme et permettra la construction du socialisme ;

Parce que je désire participer à l'édification d'un authentique Parti marxiste-léniniste unique ;

Je demande à prendre contact avec l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, l'Humanité Rouge peut me joindre à l'adresse suivante
Nom ....
Prénom ....
Adresse ....
Signature ....



Depuis le début de l'année 1968, les rapports entre l'URSS et la Tchécoslovaquie s'enveniment. Les principaux dirigeants révisionnistes Tchécoslovaques — Dubcek, Cernik, Smrkovsky (1) — refusent la tutelle de Moscou, mais un certain nombre d'entre eux sont pro-soviétiques comme Bilak notamment.

Le mardi 20 août, à 14 h, le présidium du Parti siège : à l'ordre du jour, les préparatifs du 14e Congrès. Au même moment, en URSS, une session extraordinaire du Comité central considère la situation en Tchécoslovaquie. Des mesures importantes y sont prises ; lesquelles ? Personne ne le sait alors, mais l'exécution de ces mesures ne tardera pas.

L'invasion

A 23 H, dans la nuit du mardi au mercredi, les troupes du Pacte de Varsovie franchissent la frontière tchécoslovaque.

Dubcek apprend la nouvelle une demi-heure plus tard.

Des infiltrés au service des Russes

Le présidium décide alors de donner un communiqué aux mass-média : mais il fallut attendre plusieurs heures pour qu'il soit diffusé : Hoffrann, ministre des liaisons, totalement à la solde des Russes, avait déclaré aux travailleurs de la radio que l'information était fausse. Le sabotage devenait systématique. Smrkovsky (1) raconte : *«Nous reçumes au présidium une délégation du «Rudé Pravo». Ces camarades me dirent que Svestka avait fait arrêter les rotatives en train d'imprimer la proclamation du parti (...) et qu'il écrivait une nouvelle proclamation».* (2)

Pendant ce temps, l'invasion se poursuit. A 5 h du matin, des chars encerclent le bâtiment du Comité central, des parachutistes se ruent à l'intérieur, les fusils à la main.

Là où il y a répression...

Moins d'un demi-heure plus tard, Radio-Prague annonce :

«Des chars progressent en direction de l'immeuble de la radio. Si vous entendez des voix étrangères d'ici peu de temps, cela voudra dire que nous ne contrôlons plus l'organe légal du gouvernement de Prague.»

Les Russes ne cessent de tirer sur l'immeuble. A 7 h 45, Radio-Prague passe le relai au studio d'Ostrava, avant de tomber aux mains des envahisseurs.

La réaction du peuple tchécoslovaque ne se fait pas attendre.

«Après 5 h du matin, nous vîmes surgir devant le bâtiment du Comité central des groupes importants de jeunes gens, ils avaient des drapeaux tchécoslovaques, ils marchaient en rangs de dix, drapeau national en tête. Ils voulaient parvenir devant le bâtiment (...) Soudain les soldats russes tirèrent une salve en l'air, sauf l'un d'entre eux qui dirigea le tir sur l'un des jeunes, un étudiant qui se trouvait au premier rang (...) Je vis l'étudiant retomber en arrière il était évidemment mort (...)». La réaction du peuple ce fut aussi de tenter d'interdire la progression d'une colonne de blindés russes.

... il y a résistance

Chaque entreprise édite un tract ou une affiche. De nombreuses inscriptions murales apparaissent, condamnant cette invasion ; des croix gammées sont peintes sur les chars russes. La résistance s'effectue à tous les niveaux : la population enlève le nom des rues et toutes les indications de direction pour gêner l'occupation des Soviétiques.

Toutes les nuits, on entend des fusillades pendant le couvre-feu qui n'est jamais respecté : les patrouilles russes sillonnent les artères de la capitale sous les huées et au milieu des poings dressés de la foule.

La résistance fut à la mesure de l'invasion, une invasion qui paraissait subite mais qui en fait était mûrement préparée. Les Russes ont bénéficié de la complicité de hauts dirigeants tchécoslovaques totalement à leur solde, mais l'immense majorité du peuple a refusé cette agression et s'est insurgé contre elle de manière spontanée et les mains vides, le gouvernement tchécoslovaque de l'époque ayant refusé d'organiser la résistance armée contre les envahisseurs.



Le peuple tchécoslovaque vengera les martyrs qui ont versé leur sang en résistant à l'envahisseur russe.

Évelyne LE GUEN

(1) Dubcek : Premier secrétaire du Parti
Cernik : Chef du gouvernement.
Smrkovski : Président de l'Assemblée nationale.

(2) Swetska : Membre du Présidium, rédacteur en chef de «Rudé Pravo».